

La guerre d'Irak: Conçue en Israël ?

Par STEPHEN J. SNIEGOSKI

© 2003 WTM Enterprises

All rights reserved.

traduit de l'anglais (américain) par Jean-François Goulon

Dans un article fleuve paru dans *The American Conservative*, critiquant les raisons d'une attaque préméditée par les Etats-Unis sur l'Irak, l'historien et vieux routier de la diplomatie, Paul W. Schroeder, y remarque (juste en passant) : "La vraie raison, ainsi que la motivation cachée derrière cette politique, est vraisemblablement : la sécurité d'Israël." Si la sécurité d'Israël, écrit Schroeder, est la véritable motivation américaine pour faire la guerre,

alors, à ma connaissance, cela représenterait quelque chose d'unique dans l'histoire. Il est fréquent, pour les grandes puissances, d'essayer de mener des guerres par procuration en incitant de plus petites puissances à se battre pour leurs intérêts. Pour moi, ce serait le premier exemple où une grande puissance (en fait, une super-puissance) combattrait en tant que mandataire d'un petit pays satellite.¹

Y a-t-il des preuves qu'Israël et ses partisans aient fait en sorte que les Etats-Unis se battent pour leurs intérêts ?

Pour découvrir les véritables motivations de la guerre projetée contre l'Irak, il faut d'abord se poser cette question : Comment les attaques terroristes du 11 septembre ont-elles pu conduire à planifier cette guerre contre l'Irak, même s'il n'y a aucune preuve que l'Irak ait été impliquée ? Depuis le jour de ces agressions, les néo-conservateurs, essentiellement (mais pas exclusivement) d'origine juive et de conviction sioniste de droite, ont essayé d'utiliser cet événement pour fomenter une guerre à grande échelle contre le terrorisme islamique, dont les cibles coïncideraient avec les ennemis d'Israël.

¹ Paul W. Schroeder, "Irak: Le procès contre une guerre préventive", *The American Conservative*, 21 octobre 2002, http://www.amconmag.com/10_21/iraq.html.

En fait, le spectacle d'une nation puissante dirigée par une nation plus faible n'est pas sans précédent. Le grand historien révisionniste de la diplomatie, Charles C. Tansill, affirmait : "L'objectif principal de la politique étrangère américaine depuis 1900 a été de préserver l'empire Britannique.." (*Back Door to War* [Chicago: Chicago University Press, 1952], p. 3.) La Grande-Bretagne pouvait atteindre ses objectifs à la fois à travers une propagande médiatique et grâce à des sympathisants hauts placés aux Etats-Unis. Sur le sujet, se référer à: Nicholas John Cull, *Selling War: The British Propaganda Campaign against American "Neutrality" in World War II* (Oxford University Press, 1995) et à Thomas E. Mahl, *Desperate Deception: British Covert Operations in the United States, 1939-44* (Washington: Brassey's, 1998).

Bien que le terme de *néo-conservatisme* soit d'un usage assez courant, une brève description de ce groupe peut être utile. De nombreux néo-conservateurs de la première génération étaient d'abord des Démocrates libéraux, voire même des socialistes ou des marxistes, et assez souvent des trotskistes. Ils ont dérivé à droite dans les années 60 et 70 lorsque le Parti Démocrate a glissé vers la gauche anti-guerre de McGovern. Et la préoccupation au sujet d'Israël a pesé lourd dans cette dérive droitière. Ainsi que le politologue Benjamin Ginsberg l'expose :

Un des facteurs majeurs qui les a attirés inexorablement vers la droite était à la fois leur attachement à Israël et leur frustration grandissante pendant les années 60 où le Parti Démocrate s'est opposé progressivement à l'inflation militaire américaine et embrassait de plus en plus la cause du tiers monde [comme par exemple, celle des droits des Palestiniens]. Au sein de la ligne dure et anti-communiste de la droite reaganienne, prenant le parti de renforcer la puissance militaire américaine et affichant sa volonté de pratiquer l'ingérence politique et militaire dans les affaires des autres nations pour promouvoir les valeurs de la démocratie (ainsi que les intérêts américains), les néo-conservateurs fondèrent un mouvement politique dont l'objectif était de garantir la sécurité d'Israël.²

Quelques temps avant le 11 septembre 2001, les néo-conservateurs avaient défendu publiquement l'idée d'une guerre américaine en Irak. Les atrocités du 11/9 en fournirent le prétexte. Le concept, selon lequel, derrière le mouvement américain favorable à la guerre, les néo-conservateurs constitueraient la force de persuasion à été abordé par de nombreux commentateurs. Dans cet ordre d'idée, Joshua Micah Marshall a écrit un article, publié dans *The Washington Monthly*, intitulé : "Bombarder Saddam? : Comment l'obsession d'une poignée de faucons néo-conservateurs est-elle devenue l'objectif central de la politique étrangère des USA." Et dans le journal en-ligne de gauche [CounterPunch](#), Kathleen et Bill Christison ont écrit :

L'hypothèse que la guerre contre l'Irak a été planifiée sur l'ordre d'Israël ou à l'instigation de politiciens dont la principale motivation est d'essayer de sécuriser l'environnement d'Israël, tient la route. De nombreux analystes israéliens en sont persuadés. Le commentateur israélien, Akiva Eldar, a récemment observé en toute franchise, dans une rubrique du *Ha'aretz*, que [Richard] Perle, [Douglas] Feith, et leurs camarades stratèges "font l'équilibre entre leur loyauté vis-à-vis des gouvernements américains et les intérêts israéliens." Suggérer leur double allégeance n'est pas "verboten" [yiddish pour interdit] dans la presse israélienne, comme c'est le cas dans la presse aux États-Unis. L'activiste pour la paix, Uri Avnery, qui connaît bien le premier ministre israélien, a écrit que Sharon a imaginé, depuis longtemps, des plans grandioses pour restructurer le Moyen-Orient et que "les vents qui soufflent aujourd'hui à Washington me rappellent Sharon. Je n'ai absolument aucune preuve pour

² Benjamin Ginsberg, *The Fatal Embrace: Jews and the State* (Chicago: University of Chicago Press, 1993), p. 231. Sur les connections entre juifs, sionistes et néo-conservateurs, voir Paul Gottfried, *The Conservative Movement* (New York: Twayne Publishers, 1993); J. J. Goldberg, *Jewish Power: Inside the Jewish Establishment* (Reading, Mass.: Addison Wesley Publishing Company, Inc., 1996), pp. 159-162; Peter Steinfels, *The Neoconservatives: The Men Who Are Changing America's Politics* (New York: Simon and Schuster, 1979); Gary Dorrien, *The Neoconservative Mind: Politics, Culture, and the War of Ideology* (Philadelphia: Temple University, 1993); et James Neuchterlein, "Cette époque: Le néo-conservatisme revisité," *First Things*, 66 (Octobre 1996), pp. 7-8, <http://www.firstthings.com/ftissues/ft9610/opinion/neuchterlein.html>.

avancer que les "Bushies" ont puisé leurs idées auprès d'Ariel Sharon, mais le style est identique." ³

Dans cet essai, je tente d'étayer cette thèse en démontrant le lien qu'il y a entre la position guerrière des néo-conservateurs et la stratégie à long terme de la droite israélienne, voire du courant dominant parmi les israéliens. Bref, l'idée d'une guerre au Moyen-Orient a été avancée en Israël depuis de nombreuses années comme moyen d'améliorer sa sécurité, qui tourne autour d'une solution ultime au problème palestinien.

La guerre et les expulsions

Pour bien comprendre pourquoi les leaders israéliens voudraient d'une guerre au Moyen-Orient, il faut d'abord jeter un coup d'œil sur l'histoire du mouvement sioniste et de ses objectifs. Malgré une rhétorique publique soutenant le contraire, l'idée d'expulser (ou, suivant l'euphémisme accepté "de déplacer") les Palestiniens indigènes fait partie intégrante de l'effort sioniste pour fonder un état national juif en Palestine. L'historien Tom Segev a écrit :

L'idée du déplacement [de population] a accompagné le mouvement sioniste depuis ses origines, et apparut pour la première fois dans la chronique de Théodore Herzl. Dans la pratique, les sionistes commencèrent à exécuter un mini-transfert [de population] lorsqu'ils se mirent à acheter des terres et à évacuer les arabes qui les occupaient... "Faire disparaître" les arabes est au cœur du rêve sioniste et fut aussi une condition nécessaire à son existence.... A quelques exceptions près, aucun sioniste ne contesta l'intérêt du déplacement forcé — ou sa moralité.

Toutefois, continue Segev, les leaders sionistes apprirent à taire en public leur plan d'une expulsion massive car "cela aurait eu pour conséquence de leur faire perdre la compassion internationale." ⁴

³ Joshua Micah Marshall, "Bombarder Saddam?: Comment l'obsession d'une poignée de faucons néo-conservateurs est devenue l'objectif central de la politique étrangère des USA," *Washington Monthly*, juin 2002, http://www.washingtonmonthly.com/features/2001/0206_marshall.html; et Kathleen et Bill Christison, "Une rose avec un nouveau petit-nom : La double loyauté de l'administration Bush," *CounterPunch*, 13 décembre 2002, <http://www.counterpunch.org/christison1213.html>.

Voir aussi Christopher Matthews, "La route de Bagdad," *San Francisco Chronicle*, 24 mars 2002, <http://www.sfgate.com/cgi-bin/article.cgi?f=/chronicle/archive/2002/03/24/IN164155.DTL>; Justin Raimondo, "Détournement de notre politique étrangère : les néo-conservateurs prennent Washington — Bagdad est prochaine sur la liste," 25 mars 2002, <http://www.antiwar.com/justin/j032502.html>; Holger Jensen, "Prévention, Désarmement Ou Changement de Régime? Part III," 7 octobre 2002, <http://www.antiwar.com/orig/jensen1b.html>; Scott McConnell, "Le bagarre sur les objectifs de la guerre: Bush contre les néo-conservateurs," 25 septembre 2002, <http://www.antiwar.com/mcconnell/mc092501.html>; et Jim Lobe, "Les néo-conservateurs consolident leur contrôle sur la politique U.S. au Moyen-Orient," *Foreign Policy in Focus*, 6 décembre 2002, <http://www.foreignpolicy-infocus.org/commentary/2002/0212abrams.html>. Comme vous allez vous en apercevoir, une grande partie de cet essai provient d'auteurs dont la conviction est que les néo-conservateurs représentent une force dominante en faveur de la guerre contre l'Irak.

⁴ Tom Segev, *One Palestine, Complete: Jews and Arabs under the British Mandate* (New York: Metropolitan Books, 2000), pp.404-5. Sur l'histoire des idées sionistes à propos de l'expulsion, lire : Nur Masalha, *Expulsion*

La clef était de trouver le moment opportun pour amorcer l'expulsion sans générer une condamnation internationale. A la fin des années 30, David Ben Gourion écrivit : "Ce qui est inconcevable en temps normal devient possible en périodes révolutionnaires ; si nous manquons l'occasion qui s'offre à nous et si ce qui est rendu possible en ces heures historiques n'est pas accompli — alors, tout un monde sera perdu."⁵ Les "périodes révolutionnaires" arriveront avec la première guerre israélo-arabe de 1948, lorsque les sionistes parvinrent à expulser 750,000 Palestiniens (soit plus de 80% de la population indigène), et obtinrent ainsi un état très majoritairement juif, même si son territoire ne comprenait pas la Palestine dans son intégralité, la "Terre d'Israël" que les leaders sionistes considéraient nécessaire pour [établir] un état viable.

L'occasion de grappiller un peu plus de territoire fut le résultat de la guerre de 1967, bien que l'occupation apportât avec elle le problème lié à une population palestinienne importante. A partir de cet instant, l'opinion internationale s'opposa formellement aux déplacements forcés de populations, comparant une telle politique avec les horreurs du nazisme. L'étape importante que constitua la quatrième convention de Genève, ratifiée en 1949, "interdisait sans équivoque toute déportation" de civils sous occupation.⁶ Depuis la guerre de 1967, la question centrale de la politique israélienne a été : Que faire de ce territoire et de sa population palestinienne ?

C'est au cours des années 80, avec l'arrivée au pouvoir du gouvernement "Likoud" de droite, que l'idée de l'expulsion a refait surface publiquement. Et cette fois-ci, l'idée fut associée à celle d'une guerre de plus grande ampleur, avec déstabilisation du Moyen-Orient — condition préalable à la déportation des Palestiniens. Une telle hypothèse incluant l'expulsion de la population palestinienne, fut exposée brièvement dans un article de Oded Yinon, intitulé "Une Stratégie pour Israël dans les années 80," et qui parut dans le périodique *Kivumim* de l'Organisation Sioniste Mondiale [World Zionist Organization] en février 1982. Yinon avait été attaché au ministère des Affaires Etrangères israélien et son article reflétait indubitablement la pensée du plus haut-niveau de l'establishment militaire et des services secrets. L'article appelait Israël à provoquer la dissolution et le morcellement des états arabes en une mosaïque de regroupements ethniques. Dans cet ordre d'idée, Ariel Sharon exposa, le 24 mars 1988, que si le soulèvement palestinien persistait, Israël serait obligée de déclarer la guerre à ses voisins arabes. Cette guerre, a-t-il spécifié, fournirait "les circonstances" pour procéder à l'expulsion de toute la population palestinienne, de Cisjordanie, de la bande de Gaza et même d'Israël.⁷

L'expert en politique étrangère israélien, Yehoshafat Harkabi, a critiqué le scénario guerre/expulsions — faisant référence aux "intentions israéliennes d'imposer la *Pax Israelica* sur le Moyen-Orient, de dominer les pays arabes et de les traiter avec dureté" — dans un ouvrage éloquent, *Israel's Fateful Hour* (L'heure Fatidique d'Israël), publié en 1988. Exprimant un point de vue réaliste, Harkabi conclut qu'Israël n'était pas assez puissante pour atteindre ce but, compte tenu de la puissance des états arabes, de la population nombreuse palestinienne impliquée, et de l'opposition véhémente de l'opinion internationale. Il comptait

of the Palestinians: The Concept of "Transfer" in Zionist Political Thought, 1882-1948 (Washington: Institute of Palestine Studies, 1992).

⁵ Cité dans "Image and Reality of the Israel-Palestine Conflict," de Norman Finkelstein, Introduction de l'édition allemande (10 juillet 2002), <http://www.normanfinkelstein.com/id127.htm>

⁶ Finkelstein, "Image and Reality."

⁷ Ralph Schoenman, *L'histoire cachée du sionisme*, chapitre 12, "Strategy for Conquest," 1988, <http://www.balkanunity.org/mideast/english/zionism/ch12.htm>.

sur "la tentative avortée des israéliens d'imposer un nouvel ordre dans le plus faible des états arabes — le Liban — pour dissuader tous ceux qui auraient des ambitions similaires sur d'autres territoires." ⁸ Harkabi n'envisagea pas que les Etats-Unis pourraient agir comme mandataire d'Israël qui atteindrait ainsi l'ensemble de ses objectifs.

Real politique américaine

Pendant les années 70 et 80, la politique [américaine] sur le Moyen-Orient, même si elle était compréhensive vis-à-vis d'Israël, ne lui était pas identique. L'objectif fondamental de la politique américaine était de promouvoir des gouvernements stables au Moyen-Orient, pour permettre au pétrole d'abreuver sans problème les nations industrielles occidentales. Il n'était pas indispensable que les pays arabes fassent ami-ami avec Israël — en fait, il pouvaient s'opposer ouvertement à l'état juif. Les Etats-Unis œuvraient pour la paix dans cette région entre Israël et les états musulmans. Mais cette paix impliquait qu'ils s'adaptassent à la demande des nations musulmanes – et en priorité : la question palestinienne.

Poursuivant sa politique — préserver la sécurité des approvisionnements pétroliers en provenance du Moyen-Orient — Washington, à partir du milieu des années 80, se mit à soutenir lourdement l'Irak dans sa guerre contre l'Iran, même si, pendant un temps, les Etats-Unis fournirent de l'aide à l'Iran (cf. le scandale de "l'Irangate"). L'ironie, c'est que Donald Rumsfeld, qui était alors l'émissaire des Etats-Unis, à pavé la route vers la restauration des relations avec l'Irak, relations qui s'étaient tendues en 1967. Les Etats-Unis, comme d'autres nations occidentales, considéraient l'Irak comme un rempart contre l'islamisme radical de l'Iran des Ayatollahs, qui menaçait les intérêts pétroliers occidentaux. Le soutien américain envers l'Irak comprenait du renseignement, de l'équipement militaire et des crédits à l'agriculture. Dans la foulée, les Etats-Unis déployèrent dans le Golfe persique la plus grande force navale depuis la guerre du Vietnam. Envoyée ostensiblement pour protéger les pétroliers, elle finira par lancer de sérieuses offensives sur la marine iranienne.

C'est pendant cette période, où elle était soutenue par l'Amérique, que l'Irak a utilisé des gaz mortels sur les iraniens et les kurdes, une tactique que le gouvernement américain et ses médias partisans décrivent à présent comme étant si effroyable. En fait, les services secrets américains facilitèrent aux irakiens l'utilisation de gaz contre les iraniens. En outre, Washington prit des libertés avec les restrictions aux exportations vers l'Irak, ce qui permit aux irakiens d'importer des superordinateurs, des machines-outils, des produits chimiques mortels, et même des souches du bacille du charbon et de peste bubonique. En bref, les Etats-Unis aidèrent l'Irak à se doter de ces mêmes armes effroyables qui servent aujourd'hui de prétexte aux fonctionnaires du gouvernement [américain] pour claiçonner qu'il faut chasser Saddam du pouvoir par la force.⁹

⁸ Yehoshafat Harkabi, *Israel's Fateful Hour* (New York: Harper & Row, 1988), pp. 57-58.

⁹ Stephen R. Shalom, "The United States and the Iran-Iraq War," <http://www.zmag.org/zmag/articles/ShalomIranIraq.html>; Jeremy Scahill, "Il y a un Saddam dans le placard de Rumsfeld," *Common Dreams*, 2 août 2002, <http://www.commondreams.org/views02/0802-01.htm>; Robert Windrem, "Rumsfeld est le joueur clé dans le changement de politique sur l'Irak," *MSNBC*, 18 août 2002, <http://www.msnbc.com/news/795649.asp>; Chris Bury, "Les relations U.S.-Irak n'ont pas toujours été celles de la confrontation," 18 septembre 2002, http://abcnews.go.com/sections/nightline/DailyNews/us_iraq_history_1_020917.html; et Michael Dobbs, "les U.S.A. ont tenu un rôle clé dans la construction de l'Irak," *Washington Post*, 30 décembre 2002, p. A-1, <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/articles/A52241-2002Dec29.html>.

Quand la guerre Iran/Irak prit fin en 1988, les Etats-Unis continuèrent de soutenir l'Irak, en lui fournissant abondamment du matériel militaire, des technologies avancées et des crédits à l'agriculture. Les Etats-Unis comptaient apparemment sur Saddam pour maintenir la stabilité dans la région du Golfe. Mais la politique américaine s'est brusquement retournée lorsque l'Irak envahit le Koweït en août 1990. Les néo-conservateurs dévoilèrent leur bellicisme en suscitant le soutien à une guerre américaine contre l'Irak. Le comité pour la paix et la sécurité dans le Golfe (Committee for Peace and Security in the Gulf), dirigé par Richard Perle, fut créé pour assurer la promotion de la guerre.¹⁰ Pendant ce temps-là, les faucons pro-guerre néo-conservateurs, tels que Perle, Frank Gaffney, Jr., A.M. Rosenthal, William Safire, et le *Wall Street Journal* soutenaient l'idée que l'objectif militaire des USA ne devait pas seulement être de chasser l'Irak du Koweït, mais aussi de détruire le potentiel militaire irakien, et particulièrement sa capacité de développer des armes nucléaires. Le premier gouvernement Bush adopta ce point de vue.¹¹

Par dessus tout, les néo-conservateurs espéraient que la guerre aboutirait à la destitution de Saddam Hussein et à l'occupation américaine de l'Irak. Cependant, malgré les insistances du Secrétaire à la Défense de l'époque, Richard Cheney, et du sous-Secrétaire à la Défense, Paul Wolfowitz, la conquête complète de l'Irak ne fut pas menée à son terme à cause de l'opposition du Général Colin Powell, présidant l'état-major interarmées, et du Général Norman Schwarzkopf, commandant en chef des opérations.¹² De plus, les Etats-Unis n'avaient un mandat de l'ONU que pour libérer le Koweït, et non pas pour déposer Saddam. Tenter de le faire aurait provoqué la désagrégation de la coalition emmenée par les USA. Les partenaires régionaux de la coalition américaine, principalement la Turquie et l'Arabie Saoudite, craignaient que l'élimination du gouvernement de Saddam ne conduisît à la fragmentation de l'Irak en groupes ethniques et religieux belliqueux. Une révolte kurde en Irak, qui se serait étendue à la population kurde de Turquie, déjà nerveuse, aurait pu surgir. En outre, les Chiites irakiens auraient pu tomber sous l'influence de l'Iran, aggravant ainsi la menace de l'islamisme radical dans la région.

Non seulement le [premier] gouvernement Bush sabota les espoirs des néo-conservateurs en laissant Saddam en place, mais le "nouvel ordre mondial" qu'ils envisageaient, dont la mise en œuvre serait assurée par le Secrétaire d'Etat James Baker, entraînait en conflit ouvert avec les objectifs des néo-conservateurs israéliens, tournés, eux, vers l'apaisement de la coalition arabe qui avait soutenu la guerre. [Pour favoriser cet apaisement,] il fallait prendre une initiative afin de limiter le contrôle israélien sur les territoires occupés. Le gouvernement Bush exigea d'Israël qu'elle mette fin à la construction de nouvelles implantations dans les territoires, condition *sine qua non* à l'octroi de 10 milliards de dollars de prêts américains garantis pour financer l'intégration de centaines de milliers d'immigrants arrivant de l'ancienne Union Soviétique. Alors que Bush eût cédé à la pression des néo-conservateurs juste avant l'élection de novembre 1992, sa résistance déçut nombre d'entre eux, ce qui en amena plusieurs, comme Safire, à soutenir Bill Clinton lors de l'élection de 1992.¹³

¹⁰ Ginsberg, p. 208.

¹¹ Christopher Layne, "Pourquoi la guerre du golfe n'était pas dans l'intérêt national," *The Atlantic*, juillet 1991, <http://www.theatlantic.com/issues/91jul/layne.htm>.

¹² Arnold Beichman, "Comment les stratégies de division à propos de l'Irak ont-t-elles commencées," *Washington Times*, 27 novembre 2002, <http://www.washtimes.com/commentary/beichman.htm>

¹³ Warren Strobel, "Bush won't back loan to Jewish state," *Washington Times*, 18 mars 1992, p. A-7; Michael Hedge, "Israeli lobby president resigns over promises," *Washington Times*, 4 novembre 1992, p. A-3; "Loan Guarantees for Israel," *Washington Times*, 11 septembre 1992, p. F-2; Frank Gaffney, Jr., "Neocon job that begs

Le réseau

Pendant le gouvernement Clinton, les néo-conservateurs assurèrent la promotion de leurs idées à partir d'un puissant réseau de groupes de réflexion, enchevêtrés les uns avec les autres — l'"American Enterprise Institute (AEI)", le "Middle East Media Research Institute (MEMRI)", l'"Hudson Institute", le "Washington Institute for Near East Policy", le "Middle East Forum", le "Jewish Institute for National Security Affairs (JINSA)", le "Center for Security Policy (CSP)". Ces groupes de réflexion eurent une grande influence sur les médias et aidèrent à pourvoir en personnel le gouvernement républicain. Certains de ces organismes, dont les néo-conservateurs prirent plus tard le contrôle, furent créés à l'origine par des conservateurs du groupe majoritaire ;¹⁴ les autres [organismes] furent fondés par des néo-conservateurs, dont plusieurs d'entre eux avaient des connections israéliennes directes. Par exemple, le Colonel Yigal Carmon, ancien du renseignement militaire israélien, fut un des co-fondateurs du "Middle East Media Research Institute" (Memri). Et les différents organismes étaient étroitement interconnectés. Un autre exemple, une co-fondatrice du Memri, Meyrav Wurmser, était membre de l'"Hudson Institute", alors que son mari, David Wurmser, dirigeait le département d'études sur le Moyen-Orient de l'AEI. Richard Perle, quant à lui, était à la fois "membre permanent" de l'AEI et administrateur de l'"Hudson Institute".¹⁵

Dans un article récent, paru dans *The Nation*, Jason Vest y raconte l'influence colossale, au sein même de la présente administration Bush, qu'exercent les personnes issues de deux des principaux organismes néo-conservateurs de recherche, le JINSA et le CSP. Vest y détaille les liens étroits tissés entre les deux organismes avec des politiciens de droite, des marchands d'armes, des militaires, des milliardaires juifs et le gouvernement républicain.¹⁶

A propos du "JINSA", Vest écrit :

Fondé en 1976 par une équipe de néo-conservateurs, inquiets que les Etats-Unis puissent se retrouver dans l'incapacité de pourvoir Israël en matériel militaire suffisant — dans l'éventualité d'une nouvelle guerre arabo-israélienne — le JINSA est passé, au cours des vingt-cinq dernières années, d'un groupe prototype branlant à une structure opérationnelle à 1,4 millions de dollars par an, comprenant dans ses effectifs un éventail impressionnant de gros bonnets. Jusqu'aux débuts de l'actuel gouvernement Bush, le comité de collaborateurs comprenait des pointures comme Dick Cheney, John Bolton (actuellement sous-Secrétaire d'Etat au contrôle de l'armement) et Douglas J. Feith, numéro trois du Pentagone. Richard Perle et l'ancien Directeur de la CIA, James Woolsey, deux des plus grosses voix dans le refrain "Attaque-Irak", siègent

for answers," 13 octobre 1992, p. F-1; Andrew Borowiec, "Group counters Bush on Israel," *Washington Times*, 17 février 1992, p. A-1; and Ginsberg, pp. 218-23.

Une note intéressante : Dans *Jewish Power*, J.J. Goldberg remarque (p. 234) qu' "en 1991, au point culminant de la confrontation du gouvernement avec Israël, pas moins de sept des dix-neuf secrétaires-adjoints au Département d'Etat étaient juifs."

¹⁴ La prise de contrôle par les néo-conservateurs sur le mouvement intellectuel des conservateurs majoritaires est racontée par Paul Gottfried dans *The Conservative Movement*.

¹⁵ Brian Whitaker, "Des groupes de réflexion américains donnent des leçons sur la politique étrangère," *The Guardian*, 19 août 2002, <http://www.guardian.co.uk/elsewhere/journalist/story/0,7792,777100.00.html> .

¹⁶ Jason Vest, "Les hommes du JINSA et du CSP," *The Nation*, 2 septembre 2002, <http://www.thenation.com/doc.mhtml?i=20020902&s=vest&c=1>

toujours au comité, en compagnie de vestiges de l'ère Reagan comme Jeane Kirkpatrick, Eugene Rostow, et [Michael] Ledeen — agent de liaison d'Oliver North avec les israéliens au moment de l'affaire "Iran/contra" [cf. le scandale Irangate].¹⁷

Vest note que des douzaines de membres du JINSA et du CSP ont accédé à des hautes fonctions gouvernementales d'où ils continuent à plaider pour le même programme. Leurs complices, des auxiliaires extérieurs du gouvernement, sont issus des mêmes officines. Travailleurs zélés et obstinés, noyautés par le soutien de la droite israélienne, ils ont réussi à faire adopter une ligne dure sur un certain nombre de sujets — le soutien aux missiles de défense nationale, l'opposition aux traités sur le contrôle des armes, la systématisation des armes gourmandes en énergie, l'aide à la Turquie pour s'armer et l'unilatéralisme américain en général." Et Vest ajoute : "Sur aucun sujet, la ligne dure du JINSA/CSP n'est plus claire que leur campagne incessante en faveur de la guerre — pas seulement la guerre contre l'Irak, mais 'une guerre totale,' ainsi que l'a exprimé l'année dernière Michael Ledeen, un des membres du JINSA les plus influents de Washington. Pour cette équipe, 'le changement de régime' par tous les moyens requis, en Irak, en Iran, en Syrie, en Arabie Saoudite et dans l'Autorité Palestinienne, est un impératif urgent."¹⁸

Récapitulons les arguments de Vest : le réseau JINSA/CSP est "noyauté par la droite israélienne" ; en ligne avec les vues de la droite israélienne, il a plaidé pour une guerre au Moyen-Orient afin d'éliminer les ennemis d'Israël ; les membres du réseau JINSA/CSP ont accédé à des postes importants dans les gouvernements républicains, plus particulièrement dans l'actuel gouvernement de George W. Bush, où ils peuvent exercer une influence sur les questions de politique étrangère.

"Sécuriser le royaume"

On trouve des illustrations claires de la pensée néo-conservatrice au sujet de la guerre en Irak dans un exposé de Perle, Feith et David Wurmser, et dans d'autres exposés publiés par un groupe de réflexion israélien, "L'Institut d'Etudes Politiques et de Stratégie Avancée". L'un d'entre eux est intitulé : "Une rupture nette : une nouvelle stratégie pour sécuriser le royaume." Il s'agissait d'un projet politique destiné au gouvernement de Benjamin Netanyahu, alors en formation. L'exposé démontrait que Netanyahu devait "opérer une rupture nette" avec le processus de paix d'Oslo et réaffirmer la revendication d'Israël sur la Cisjordanie et la bande de Gaza. Cet exposé présentait un plan qui prévoyait qu'Israël "remodèlerait son environnement stratégique," en commençant par la déposition de Saddam Hussein et l'installation au pouvoir d'une monarchie Hachémite à Bagdad, ce qui servirait de première étape en vue de l'élimination des gouvernements anti-israéliens de Syrie, du Liban, d'Arabie Saoudite et d'Iran.¹⁹

Notez que ces américains — Perle, Feith, and Wurmser — conseillaient un gouvernement étranger alors qu'ils sont actuellement liés au gouvernement de George W. Bush : Perle est le chef du Comité Politique de Défense (Defense Policy Board) ; Feith est Secrétaire-adjoint à la

¹⁷ Ibid.

¹⁸ Ibid.

¹⁹ The Institute for Advanced Strategic and Political Studies, "Groupe d'étude sur une nouvelle stratégie israélienne pour l'an 2000," "Une rupture nette: Une nouvelle stratégie pour sécuriser le royaume," <http://www.israeleconomy.org/strat1.htm>.

Défense en charge de la politique ; et Wurmser est l'assistant particulier de John Bolton, négociateur du Département d'Etat sur le contrôle à l'armement. Il est aussi remarquable, alors qu'Israël s'attelait, en 1996, à "remodeler son environnement stratégique" par la suppression de ses ennemis, que ces mêmes individus proposent actuellement aux Etats-Unis de remodeler le Moyen-Orient par la suppression des ennemis d'Israël. Cela veut dire que les Etats-Unis sont les mandataires d'Israël pour faire avancer les intérêts israéliens.

Le 19 février 1998, dans une "Lettre ouverte au Président [Bill Clinton]," le Comité néo-conservateur pour la Paix et la Sécurité dans le Golfe proposait "une stratégie politique et militaire détaillée pour faire tomber Saddam et son régime." La lettre continuait par : "Ce ne sera pas facile — et le déroulement de l'action que nous préconisons n'est ni sans difficulté ni sans danger. Mais nous sommes persuadés que les intérêts vitaux de notre pays nécessitent que les Etats-Unis [adoptent une telle stratégie]." Parmi les signataires de la lettre, on retrouve ces actuels fonctionnaires du gouvernement Bush : Elliott Abrams (Conseil de Sécurité Nationale), Richard Armitage (Département d'Etat), Bolton (Département d'Etat), Feith (Département de la Défense), Fred Ikle (Comité Politique de Défense), Zalmay Khalilzad (Maison Blanche), Peter Rodman (Département de la Défense), Wolfowitz (Département de la Défense), David Wurmser (Département d'Etat), Dov Zakheim (Département de la Défense), Perle (Comité Politique de Défense) et Rumsfeld (Ministre de la Défense).²⁰ En 1998, Donald Rumsfeld faisait partie du réseau néo-conservateur et réclamait déjà de faire la guerre à l'Irak.²¹

Les signataires de la lettre comprenaient aussi des sommités néo-conservatrices et pro-sionistes telles que Robert Kagan, William Kristol [fondateur et éditeur du *Weekly Standard*], Gaffney (Directeur au *Center for Security Policy*), Joshua Muravchik (*American Enterprise Institute*), Martin Peretz (rédacteur en chef de *The New Republic*), Leon Wieseltier (*The New Republic*), et l'ancien Représentant démocrate de l'état de New York, Stephen Solarz. Le plus loin que le président Clinton soit allé fut de soutenir la loi sur la libération de l'Irak (The Iraq Liberation Act), qui attribua \$97 millions de dollars pour l'entraînement et l'équipement militaire de l'opposition irakienne.²²

En septembre 2000, le groupe de réflexion néo-conservateur "Project for the New American Century (PNAC)"²³ a publié un rapport, "Reconstruire les Défenses de l'Amérique : Stratégie, Forces et Ressources pour un Nouveau Siècle," qui préconise d'élargir le positionnement des U.S.A. sur la planète. A propos du Moyen-Orient, ce rapport plaide pour

²⁰ "Lettre ouverte au Président," 19 février 1998, <http://www.iraqwatch.org/perspectives/rumsfeld-openletter.htm>; Frank Gaffney, "Mettre fin au règne de la terreur de Saddam: Mieux vaut tard que jamais," *National Review Online*, 21 février 2002, <http://www.nationalreview.com/contributors/gaffney/022101.shtml>.

²¹ Rumsfeld a un long passé de fervent supporter d'Israël. Par exemple, il a pris la parole dans des dîners de "Solidarité avec Israël" accueillis par "L'amicale Internationale des Chrétiens et des Juifs." Michael Gillespie, "Bill Moyers, modernité, islam," *Middle East Times*, http://www.metimes.com/2K2/issue2002-30/opin/bill_moyers.htm.

²² Seymour Hersh, "Irak : les faucons," *New Yorker*, 20 décembre 2001, <http://www.globalpolicy.org/wtc/targets/1220hawks.htm>

²³ Le PNAC (Projet pour le nouveau siècle américain) se décrit lui-même ainsi: "Etabli au printemps 1997, le PNAC est un organisme éducatif à but non-lucratif dont le but est la promotion du leadership mondial américain. Le Projet est une initiative du "New Citizenship Project (501c3)" ; le président du Projet pour une Nouvelle Citoyenneté est William Kristol et son directeur-général est Gary Schmitt." <http://www.newamericancentury.org/aboutpnac.htm>

une présence militaire accrue dans le Golfe, que Saddam soit au pouvoir ou non, soutenant l'idée que "les Etats-Unis ont cherché pendant des décennies à jouer un rôle plus permanent dans la sécurité régionale du Golfe. Alors que le conflit irrésolu avec l'Irak fournit une justification immédiate, la présence nécessaire d'une importante force américaine dans le Golfe dépasse le simple problème lié au régime de Saddam Hussein."²⁴ Parmi les participants au Projet on retrouve des personnalités qui joueront des rôles de première importance dans le second gouvernement Bush : Cheney (Vice-Président), Rumsfeld (Ministre de la Défense), Wolfowitz (Ministre adjoint à la Défense), et Lewis Libby (Chef d'état-major de Cheney). William Kristol, l'éditeur du *Weekly Standard* en était le co-auteur.

Afin d'influencer directement la politique de la Maison-Blanche, Wolfowitz et Perle se débrouillèrent pour obtenir des rôles clé de conseillers "politique étrangère/sécurité nationale" au sein de l'équipe Bush, pendant la campagne électorale de 2000. Cette équipe, dirigée par la soviétologue, Condoleezza Rice, était appelée "the Vulcans" [les Vulcains]. Ne possédant aucune expérience directe en politique étrangère ni une grande connaissance du monde, comme l'ont illustré ses fameuses gaffes — confondant La Slovaquie avec la Slovénie, parlant des Grecs en disant les "Grecians" [n.d.t., Greeks en anglais] et butant sur les noms de quatre chefs d'état étrangers lors d'un quiz populaire — George W. Bush serait bien obligé de s'en remettre surtout à ses conseillers.

"Son équipe de politique étrangère," observa Kagan, "sera capitale pour déterminer les principes qu'il adoptera." L'éditorialiste Robert Novak nota : "Puisque [Condoleezza] Rice manque clairement d'expérience sur les problèmes du Moyen-Orient, Wolfowitz et Perle pèseront certainement très lourd sur des pans entiers de la politique Moyen-Orientale."²⁵ En bref, Wolfowitz et Perle fourniraient à Bush-l'ignorant des solutions de politique étrangère prêtes à l'emploi sur le Moyen-Orient. Et assurément, ce genre d'opinions émises par des sionistes [très] à droite seraient certainement étayées par Cheney et Rumsfeld, ainsi que par la multitude des autres néo-conservateurs qui inonderaient le gouvernement Bush.

Les néo-conservateurs prendraient les postes clé impliquant la Défense et les Affaires Etrangères. [On connaît la suite :] dans l'équipe de Rumsfeld on retrouve Wolfowitz et Feith, et dans celle de Cheney, les principaux néo-conservateurs sont Libby, Eric Edelman, et John Hannah. Cheney lui-même, avec ses opinions et ses relations néo-conservatrices de longue date, a joué un rôle considérable dans le "modelage" de la politique étrangère de Bush.²⁶

Une « Perle » parmi les hommes

Perle est souvent considéré comme le néo-conservateur qui influence le plus la politique étrangère, son éminence grise. Il commença à se faire connaître en 1970 lorsqu'il était un assistant en vue du sénateur démocrate Henry Jackson (Washington), anti-communiste primaire et ardent pro-israélien — un des pires membres du Sénat. Au cours des années 80, Perle fut Secrétaire-adjoint à la Défense sous Reagan, où ses prises de position anti-soviétiques très dures et surtout son opposition à toute forme de contrôle sur l'armement lui

²⁴ Neil Mackay, "Bush a planifié 'le changement de régime' en Irak avant de devenir président," *Scottish Sunday Herald*, 15 septembre 2002, <http://www.sundayherald.com/print27735>.

²⁵ Ian Urbina, "La brochette de voyous : Qui a conseillé Bush et Gore sur le Moyen-Orient ?," *Middle East Report* 216, automne 2000, http://www.merip.org/mer/mer216/216_urbina.html.

²⁶ Glenn Kessler et Peter Slevin, "Cheney est le pivot de la politique étrangère: Dans la guerre des agences, ses opinions prévalent souvent," *Washington Post*, 13 octobre 2002, A-1.

valurent le surnom de "Prince des Ténèbres" de la part de ses ennemis. Cependant, ses amis le considéraient, selon l'un d'eux, comme "l'une des personnes les plus merveilleuses de Washington." Que Perle soit réputé pour être un homme de grande intelligence, un hôte affable et généreux, ainsi qu'un compagnon spirituel et un allié loyal, aide à comprendre son prestige dans les cercles néo-conservateurs.²⁷

Perle n'est pas seulement un ardent défenseur de la pensée pro-sioniste, il entretient aussi des liens très étroits avec Israël : ami personnel de Sharon, membre du conseil d'administration du *Jerusalem Post*, ancien employé du fabricant d'armes israélien — Soltam. D'après l'auteur Seymour M. Hersh, alors que Perle était attaché parlementaire de Jackson, des écoutes du FBI prirent Perle sur le fait en train de livrer à l'ambassade israélienne des informations confidentielles du Conseil National de Sécurité.²⁸

Bien qu'il ne fasse pas techniquement partie de l'administration Bush, Perle y tient la présidence bénévole du Comité Politique de Défense. A ce poste, Perle a accès aux documents confidentiels et est en contact étroit avec des dirigeants du gouvernement. Il est écrit dans un article de *Salon* : "Le Comité Politique de Défense, qui était initialement un vague comité de civils censé fournir au Ministre de la Défense des conseils informels sur toute une gamme de sujets militaires, est devenu un quasi-lobby, réunissant maintenant une volée de faucons sans complexe, dont le premier objectif semble être de déclarer la guerre à l'Irak."

"Actions inconcevables à l'heure actuelle"

Quand Bush et ses gens arrivèrent aux affaires en janvier 2001, des reportages dans la presse israélienne rapportèrent que des politiciens et des fonctionnaires du gouvernement [américain] parlaient ouvertement d'expulsion massive de Palestiniens. Ariel Sharon fut élu premier ministre d'Israël en février 2001 ; réputé pour son caractère impitoyable, il avait dit dans le passé que la Jordanie devrait devenir l'état palestinien où seraient transférés les Palestiniens chassés du territoire israélien.²⁹ L'inquiétude publique, à propos de l'évolution démographique, menaçant la judaïté de l'état israélien, grandissait en Israël. Le professeur de l'université d'Haïfa, Arnon Sofer, publia la fameuse étude "La Démographie d'Eretz Israël," qui prédisait que d'ici 2020 les non-juifs seraient majoritaires à 58 % en Israël et dans les

²⁷ Eric Boehlert, "Le Général de salon," *Salon*, 5 septembre 2002, <http://www.salon.com/news/feature/2002/09/05/perle/>.

Sidney Blumenthal écrivait que Perle "a fait plus que quiconque pour modeler la politique du gouvernement sur les armes nucléaires, à part Reagan lui-même." ("Richard Perle, Disarmed but Undeterred," *Washington Post*, 23 novembre 1987, p. B-1.)

²⁸ Seymour M. Hersh, "Kissinger et Nixon à la Maison-Blanche," *The Atlantic Monthly*, 24:5 (mai, 1982), <http://www.theatlantic.com/issues/82may/hershwh2.htm>.

²⁹ Ronald Bleier, "Sharon dérouté Bush: les Palestiniens sont maintenant vulnérables à une expulsion," août 2001, <http://desip.igc.org/SharonRoutsBush.html>; et Bleier, "L'expulsion à venir des Palestiniens," janvier 2001, <http://desip.igc.org/TheNextExpulsion.html>.

territoires occupés.³⁰ En outre, il y était reconnu que l'accroissement général de la population dépasserait ce que le pays, avec ses ressources limitées en eau douce, pourrait supporter.³¹

Certains pensèrent que Sharon avait l'intention de procéder à l'expulsion par des moyens militaires. Comme l'a dit à l'époque un analyste de gauche : "Une grosse guerre, et au bout : la déportation — c'est le plan concocté par les faucons, qui ne sont vraiment pas loin de mettre en œuvre son exécution."³² Pendant l'été 2001, le "*Jane's Information Group*", qui fait autorité, rapporta qu'Israël avait achevé son plan pour procéder à une invasion sanglante et massive des territoires occupés, impliquant "des raids aériens avec des bombardiers F-15 et F-16, d'importants bombardements d'artillerie, et enfin, une attaque effectuée par une force combinée de 30.000 soldats ... brigades blindées et infanterie." Des méchantes attaques de cette nature aboutiraient à bien plus que la simple destitution d'Arafat et de la direction du [Fatah]. Mais les Etats-Unis brandirent leur veto, et l'Europe exprima la même opposition franche aux plans de Sharon.³³

Un observateur attentif de la scène israélo-palestinienne, écrivit de façon prémonitoire, en août 2001, "C'est uniquement à cause du climat politique actuel, qu'un tel plan d'expulsion ne peut être mis en application. Aussi chaud que soit le climat politique actuel, le moment n'est clairement pas mûr pour une action radicale. Toutefois, si la température venait à s'élever encore un peu plus, alors, des actions inconcevables à l'heure actuelle deviendraient possibles."³⁴ Une fois encore, des "périodes révolutionnaires" étaient indispensables pour qu'Israël puisse atteindre ses buts. Et puis, se produisirent les attaques du 11 septembre...

Septembre révolutionnaire

Les atrocités du 11 septembre créèrent les "périodes révolutionnaires" pendant lesquelles Israël pourrait prendre des mesures inacceptables en temps normal. Interrogé sur les conséquences possibles de l'agression [du 11/9] sur les relations israélo-américaines, l'ancien premier ministre Benjamin Netanyahu répondit : "C'est très bon." Puis il se reprit et dit : "Enfin, pas très bon, mais cela va générer une compassion immédiate." Netanyahu ne s'est pas trompé en prédisant que l'attaque [du 11/9] "renforcerait le lien entre nos deux peuples, parce que nous avons connu la terreur sur tant de décennies, et que les Etats-Unis viennent de faire l'expérience d'une hémorragie de terreur à grande échelle." En parlant de ces attaques comme d'une agression sur "nos valeurs communes," Sharon plaçait Israël au même niveau

³⁰ Tikva Honig-Parnass, "La dernière condamnation d'Israël: L'apartheid en Palestine ne peut être préservé que par la force," septembre 2001, *Between the Lines*, http://www.between-lines.org/archives/2001/sep/Tikva_Honig-Parnass.htm.

³¹ Bleier, "Sharon se prépare aux expulsions," janvier 2002, <http://desip.igc.org/SharonRoutsBush.html>.

³² Tikvah Honig-Parnass, "Les voix en faveur de la guerre se font plus fortes : le consentement des industriels est au plus haut," *Between the Lines*, 1:8 (juillet 2001), cité dans Bleier, "Sharon Routs Bush," <http://desip.igc.org/SharonRoutsBush.html>.

³³ Le rapport de Jane sur l'étranger (12 juillet 2001), cité par Finkelstein, "Le plan des généraux israéliens pour 'écraser' les Palestiniens," 12 juillet 2002, *Mid-East Realities*, et Tanya Reinhart, "La deuxième moitié de 1948," *Mid-East Realities*, 20 juin 2001, <http://www.middleeast.org/premium/read.cgi?category=Magazine&num=251&month=6&year=2001&function=text>.

³⁴ Bleier, "[Sharon Routs Bush](#)." (Sharon dérouté Bush).

que les Etats-Unis. Puis il déclara, "Je suis persuadé que nous pouvons vaincre ensemble ces forces du mal."³⁵

Aux yeux des dirigeants israéliens, les attaques du 11 septembre unirent les Etats-Unis et Israël contre le même ennemi. Et cet ennemi, qui ne se trouvait pas simplement dans le lointain Afghanistan, était géographiquement proche d'Israël. Les ennemis traditionnels d'Israël allaient devenir aussi ceux de l'Amérique. Israël aurait ainsi une meilleure occasion pour s'occuper des Palestiniens sous couverture d'une "guerre contre le terrorisme."

Immédiatement après les attaques du 11/9, les néo-conservateurs commencèrent à pousser l'opinion publique pour la faire adhérer à une guerre élargie contre le terrorisme — et qui s'occuperait immédiatement des ennemis d'Israël. A titre d'exemple, William Safire prétendit que les vrais terroristes sur lesquels l'Amérique devait se concentrer n'étaient pas des groupes de religieux fanatiques, "mais les scientifiques irakiens travaillant aujourd'hui avec fébrilité dans des laboratoires biologiques cachés et dans des installations nucléaires souterraines [qui], si on les laisse tranquilles, permettront à Saddam, fou de pouvoir et guidé par la haine, de tuer des millions de gens. Forte de ces nouveaux moyens, la brute en cage se transformera en une puissance mondiale exubérante."³⁶

Au sein du gouvernement, Wolfowitz insinua clairement qu'une guerre plus large contre des gouvernements actuels était nécessaire : "Je pense qu'on doit dire qu'il ne s'agit pas seulement de capturer des gens et de leur faire rendre des comptes, mais il faut aussi supprimer les refuges, supprimer les systèmes de soutien et mettre fin aux états qui financent le terrorisme. Voilà pourquoi cette campagne devra être vaste et prolongée. Si on ne s'occupe que de quelques criminels, ça ne s'arrêtera jamais."³⁷

Le 20 septembre 2001, les néo-conservateurs du "Projet pour un Nouveau Siècle Américain" [le PNAC] envoyèrent une lettre au Président Bush appuyant la guerre contre le terrorisme et insistant sur la suppression de Saddam comme mesure indispensable dans cette guerre. Ils persistèrent à affirmer que "même si aucune preuve ne lie l'Irak directement aux attaques, toute stratégie menant à l'éradication du terrorisme et à ses sponsors doit inclure un effort résolu de chasser Saddam Hussein du pouvoir en Irak. L'incapacité d'entreprendre un tel effort constituerait un renoncement précoce, et peut-être même définitif, à faire la guerre au terrorisme international." En outre, les auteurs de cette lettre étaient d'avis que si la Syrie et l'Iran échouaient à mettre fin à tout soutien au Hezbollah, les Etats-Unis devraient "considérer de prendre des mesures appropriées contre ces sponsors bien connus du terrorisme." Parmi les signataires de cette lettre, on retrouve des sommités néo-conservatrices : William Kristol, Midge Decter, Eliot Cohen, Francis Fukuyama, Gaffney, Kagan, Kirkpatrick, Charles Krauthammer, Richard Perle, Peretz, Norman Podhoretz, Solarz, and Wieseltier.³⁸

³⁵ James Bennet, "Du sang va être répandu alors que 2 Nations se rapprochent," *New York Times*, 12 septembre 2001, p. A22, <http://www.nytimes.com/2001/09/12/international/12ISRA.html>; "Une tragédie épouvantable, les médias, la réaction Palestinienne," *Jerusalem Media & Communication Centre*, <http://www.jmcc.org/new/01/Sep/us.htm>

³⁶ William Safire, "L'ennemi ultime," *New York Times*, 24 septembre 2001, http://www.embargos.de/irak/post1109/english/ultimate_enemy_nyt.htm

³⁷ Réunion d'information du Département de la Défense, Secrétaire-adjoint Wolfowitz, 13 septembre 2001, http://www.defenselink.mil/news/Sep2001/t09132001_t0913dsd.html.

³⁸ William Kristol & autres, "Vers une stratégie détaillée: une lettre au président," 20 septembre 2001, <http://www.nationalreview.com/document/document092101b.shtml>; et "Project for the New American Century," <http://www.newamericancentury.org/Bushletter.htm>

La 4^{ème} Guerre Mondiale

Dans le numéro du 29 octobre 2002 du *Weekly Standard*, Kagan et Kristol prédisent une guerre au Moyen-Orient à grande échelle :

Quand tout aura été dit et que tout aura été fait, on verra que le conflit en Afghanistan aura été à la guerre contre le terrorisme ce que la campagne d'Afrique du nord fut à la 2^{ème} guerre mondiale : un début indispensable pour conduire à la victoire. Mais comparé à ce qui se profile dangereusement au-dessus de l'horizon — une guerre de grande envergure dont la localisation ira de l'Asie centrale au Moyen-Orient et, malheureusement, à nouveau aux Etats-Unis — [l'histoire montrera que] l'Afghanistan n'était que le commencement de la bataille.... Mais cette guerre ne s'arrêtera pas à l'Afghanistan. Elle va s'étendre & enliser nombre de pays dans des conflits d'intensité variable. L'usage de la puissance militaire américaine pourrait être requise sur plusieurs théâtres à la fois. Cela ressemblera à l'affrontement des civilisations que tout le monde avait espéré éviter.³⁹

Kagan et Kristol semblent attendre cette gigantesque conflagration avec impatience...

Dans un article du *Wall Street Journal* du 20 novembre 2002, Eliot Cohen donne à ce conflit le nom de "4^{ème} Guerre Mondiale," un terme repris plus tard par d'autres néo-conservateurs. Cohen y proclame que "L'ennemi dans cette guerre n'est pas le 'terrorisme'... mais l'islam militant.... l'Afghanistan n'est qu'un front de la 4^{ème} Guerre Mondiale, et les batailles livrées là-bas, ne sont qu'une simple campagne." Cohen ne réclame pas seulement une attaque américaine contre l'Irak, mais aussi l'élimination du régime islamique d'Iran, qui "constituerait une victoire tout aussi importante dans cette guerre que l'anéantissement de Ben Laden."⁴⁰

Les détracteurs d'une guerre étendue au Moyen-Orient reconnurent très vite l'empreinte des néo-conservateurs dans la propagande guerrière. Analysant la situation en septembre 2002, le paléo-conservateur⁴¹ Scott McConnell écrivait : "Pour les néo-conservateurs ... Ben Laden n'est qu'une attraction.... Ils espèrent bien utiliser le 11 septembre comme prétexte pour entamer une guerre plus large sur le Moyen-Orient. Leur cible primordiale, mais ce n'est pas la seule, est l'Irak de Saddam Hussein, même s'il n'a rien à voir avec l'agression du World Trade Center."⁴²

³⁹ Robert Kagan et William Kristol, "L'orage qui gronde," *The Weekly Standard*, 7:7 (29 octobre 2001), <http://theweeklystandard.com/Content/Public/Articles/000/000/000/384thhhq.asp>.

⁴⁰ Eliot A. Cohen, "World War IV," *The Wall Street Journal*, 20 novembre 2001, <http://www.opinionjournal.com/editorial/feature.html?id=95001493>.

⁴¹ Les paléo-conservateurs sont les opposants conservateurs aux néo-conservateurs. Sur les affaires de politique étrangères, ils ont tendance à soutenir le non-interventionisme. Les paléo-conservateurs sont bien moins puissants que les néo-conservateurs. Presque tous les groupes de réflexion appelés les "conservateurs" ou la "droite" par l'establishment médiatique qui est dominé par les néo-conservateurs.

⁴² Scott McConnell, "La bataille sur les objectifs de la guerre: Bush contre les néo-conservateurs," 25 septembre 2002, <http://www.antiwar.com/mcconnell/mc092501.html>.

Toutefois, McConnell s'est trompé en disant que les idées des néo-conservateurs n'étaient qu'une opinion minoritaire au sein du gouvernement Bush:

La liste de doléances des néo-conservateurs constitue une recette pour démarrer une conflagration colossale entre les Etats-Unis et les pays de tout le monde arabe, avec des conséquences que personne ne peut raisonnablement calculer. Le soutien en faveur d'une telle guerre — qui pourrait assez facilement se retourner en guerre mondiale — est la position d'une minorité dans le pays et au sein du gouvernement Bush, dont le Secrétaire d'Etat adjoint Paul Wolfowitz en est le principal artisan. Par contre, cette position est actuellement dominante dans les principaux organes de l'opinion journalistique conservatrice, le *Wall Street Journal*, *National Review*, le *Weekly Standard*, et le *Washington Times*, ainsi que la *New Republic* du néo-libéral Marty Peretz. Dans une situation [où l'opinion publique est] volatile, de tels organes d'opinion pourrait peser.⁴³

D'un point de vue similaire, l'éditorialiste chevronnée, Georgie Anne Geyer, a observé :

La campagne "Get Iraq" [prendre l'Irak]... a débuté dans les jours qui ont suivi le "bombardement" de septembre... Elle a émergé en premier lieu au Pentagone, tout particulièrement des pro-israéliens jusqu'au-boutistes, comme le Secrétaire-adjoint à la défense Paul Wolfowitz et le conseiller Richard Perle, mais aussi, d'autres néo-conservateurs purs et durs, de journalistes et de membres du Congrès.

Il est devenu rapidement clair que nombre d'entre eux, mais pas tous, faisaient partie d'un groupe communément appelé dans les cercles politiques et diplomatiques les "Israeli-firsters" [primo-israéliens], ce qui signifie qu'ils placent toujours la politique israélienne, ou même la perception qu'ils s'en font, au-dessus de tout.

Geyer croyait que cette ligne de pensée était "en cours d'être maîtrisée par les têtes froides du gouvernement, mais que ça pourrait basculer à tout moment."⁴⁴

Coup de projecteur sur les profondeurs de Bush

Les néo-conservateurs présentèrent au Président Bush les atrocités du 11 septembre comme un coup de tonnerre pour lui faire prendre conscience de son destin : détruire le fléau du terrorisme international. Assez ironiquement, Podhoretz a adopté la terminologie chrétienne pour décrire un Bush transformé :

C'est un George W. Bush transformé — ou, plus précisément, transfiguré — qui est apparu devant nous. Dans un article précédent ... Je suggérais, peut-être de façon présomptueuse, que de l'obscurité de la fumée et de la mort ardente, une sorte de révélation, libérée le 11 septembre et brûlant d'un feu bien différent, les profondeurs de l'esprit et du cœur de Bush se sont allumées.

⁴³ Ibid.

⁴⁴ Georgie Anne Geyer, "Les campagnes militaires pro-israéliennes et anti-arabes pourraient isoler l'Amérique," 25 octobre 2001, http://www.ueexpress.com/georgieannegeyer/index.cfm?uc_full_date=20011025&uc_comic=gg&uc_daction=X.

C'est à dire qu'ayant été jusque là incertain des ressorts invisibles qui l'ont fait devenir Président des Etats-Unis, George W. Bush comprenait alors, que le Dieu, en tant que nouvellement converti, auquel il avait fait un peu plus tôt acte d'allégeance, l'avait placé dans le Bureau Ovalé pour une bonne raison. Il l'avait mis là pour mener une guerre contre le mal du terrorisme.⁴⁵

Dans la foulée du 11/9, les poids lourds du gouvernement débattirent de l'étendue d'une "guerre contre le terrorisme." D'après *Bush at War* de Bob Woodward, Rumsfeld, dès le 12 septembre, "a soulevé la question d'attaquer l'Irak. Pourquoi ne devrions-nous pas nous en prendre à l'Irak, plutôt qu'à al Qaeda ? demanda-t-il. Rumsfeld ne parlait pas qu'en son nom quand il souleva la question. Son adjoint, Paul D. Wolfowitz, défendait une politique où l'Irak aurait été la cible principale d'une première série dans la guerre contre le terrorisme." ⁴⁶ Woodward ajoute, "Les attaques terroristes du 11 septembre ont ouvert pour les Etats-Unis une nouvelle fenêtre pour aller déloger Saddam." Le 15 septembre, Wolfowitz mit en avant des arguments militaires pour justifier une attaque de l'Irak plutôt que de l'Afghanistan, "attaquer l'Afghanistan serait imprévisible [...] et les troupes américaines pourraient s'enlisées dans des combats en montagne.... Par contraste, l'Irak avec son régime brutal et oppressif pourrait être cassé facilement. Ce serait faisable."⁴⁷

Cependant, les néo-conservateurs ne purent atteindre leur objectif d'enclencher tout de suite une guerre plus large, en partie à cause de l'opposition du Secrétaire d'Etat, [Colin] Powell, qui considérait que la guerre devait se concentrer sur les véritables auteurs du 11 septembre. (C'était ainsi, en fait, que la plupart des américains envisageaient la guerre.) L'argument le plus convaincant de Powell fut peut-être sa protestation qu'une attaque américaine de l'Irak n'aurait pas le soutien international. Il prétendit qu'une victoire américaine en Afghanistan améliorerait les chances des Etats-Unis de mener plus tard une guerre contre l'Irak, "si nous arrivons à prouver que l'Irak a joué un rôle" le 11 septembre.⁴⁸

Powell divergea des faucons néo-conservateurs en insistant sur la nécessité d'un soutien international, contrairement à l'unilatéralisme américain. Il montra encore sa différence en affirmant que la "guerre contre la terreur" devait être liée directement aux auteurs du 11 septembre — le réseau d'Oussama Ben Laden. Powell rejeta publiquement l'appel de Wolfowitz à "mettre un terme à certains états" en répondant "Nous cherchons à mettre un terme au terrorisme. Et s'il y a des régimes et des états, des nations, qui soutiennent le terrorisme, nous espérons pouvoir les persuader que c'est dans leur intérêt d'arrêter de le faire. Mais je pense que 'mettre un terme au terrorisme' est là où je m'arrêtera et je laisse M. Wolfowitz parler pour lui-même."⁴⁹

Fait révélateur, alors que la "guerre contre le terrorisme" ne débiterait pas par une attaque de l'Irak, des plans militaires était en cours d'élaboration, justement, dans l'optique d'une telle tentative. Un document top secret, donnant un aperçu du plan de guerre contre l'Afghanistan,

⁴⁵ Norman Podhoretz, "L'éloge de la doctrine de Bush," Commentaires (septembre 2002), <http://www.ourjerusalem.com/opinion/story/opinion20020904a.html>.

⁴⁶ Bob Woodward, *Bush at War* (New York: Simon & Schuster, 2002), p. 49.

⁴⁷ Woodward, p. 83.

⁴⁸ Woodward, p. 84.

⁴⁹ Patrick E. Tyler et Elaine Sciolino, "Les conseillers de Bush se déchirent sur l'éventail des représailles," *New York Times*, 20 septembre 2002, <http://www.stanford.edu/class/intnlrel193/readings/week4/split.html>; et Julian Borger, "Les trains de faucons de Washington visent l'Irak," 15 octobre 2001, <http://www.guardian.co.uk/waronterror/story/0,1361,558276,00.html>.

que Bush signa le 17 septembre 2001, incluait, comme point mineur, des instructions au Pentagone de commencer aussi à élaborer les plans d'une attaque de l'Irak.⁵⁰

Les déclarations publiques de Bush évoluèrent rapidement dans le sens d'une extension de la guerre à l'Irak. Le 21 novembre 2001, dans un discours à Fort Campbell, il proclama que l'Afghanistan était juste le début de la guerre contre la terreur. "Il y a d'autres terroristes qui menacent l'Amérique et nos amis, et il y a d'autres nations qui sont disposées à les financer. Nous ne sécuriserons pas notre nation tant que toutes ces menaces ne seront pas vaincues. A travers le monde, et à travers les années, nous combattons ces diables, et nous vaincrons."⁵¹

Le 26 novembre, en réponse à une question lui demandant si l'Irak était une des nations terroristes qu'il avait en tête, Bush dit : "Eh bien, mon message est le suivant, si vous hébergez un terroriste, alors vous êtes un terroriste. Si vous donnez à manger à un terroriste, alors vous êtes un terroriste. Si vous développez des armes de destruction massive que vous voulez utiliser pour terroriser le monde, vous en serez comptable." Notez que Bush inclut la possession d'armes de destruction massive comme un indicateur de "terrorisme." Et sans qu'une part de cette activité terroriste soit nécessairement liée aux attaques du 11 septembre.⁵²

Transformation achevée

Lors de son discours public annuel (the State of the Union Address), le 29 janvier 2002, Bush avait achevé sa transformation en supporter d'une guerre à plus grande échelle. Dans son discours, il a officiellement dissocié la "guerre sur le terrorisme" des événements du 11/9. Bush n'a même pas mentionné Ben Laden ou al Qaeda. A présent, le danger était censé provenir essentiellement de trois pays — l'Iran, l'Iraq, et la Corée du Nord — qu'il a qualifiés "d'axe du Mal" qui, soit-disant, menaçaient le monde avec leurs armes de destruction massive. Selon Bush :

Des états comme ceux-là et leurs alliés terroristes, en s'armant pour menacer le monde, constituent un axe du mal. En cherchant à obtenir des armes de destruction massive, ces régimes présentent un danger sérieux et grandissant. Ils pourraient en fournir aux terroristes, leur donnant ainsi les moyens d'assouvir leur haine. Ils pourraient attaquer nos alliés ou essayer de faire du chantage aux Etats-Unis. Dans tous ces cas, le prix à payer pour notre indifférence serait catastrophique.⁵³

La phrase "axe du mal" a été forgée par le néo-conservateur qui rédige les discours de Bush, David Frum.⁵⁴

⁵⁰ Glenn Kessler, "Les décisions américaines sur l'Irak ont un passé mystérieux," *Washington Post*, 12 janvier 2003, p. A-1, <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/articles/A43909-2003Jan11.html>.

⁵¹ "Bush promet aux militaires tout ce dont ils ont besoin pour gagner la longue bataille à venir, Le Président s'adresse aux troupes à Fort Campbell, KY," 21 novembre 2002, *U.S. Department of State*, <http://usinfo.state.gov/topical/pol/terror/01112113.htm>

⁵² "Bush rencontre des employés d'ONG rescapés d'Afghanistan," 26 novembre 2002, <http://usinfo.state.gov/topical/pol/terror/01112607.htm>

⁵³ "Le Président fait son discours public annuel," 29 janvier 2002, <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2002/01/20020129-11.html>.

⁵⁴ Matthew Engel, "Une femme fière transforme le discours sur 'l'axe du mal' en lettre de démission," *The Guardian*, 27 février 2002, <http://www.guardian.co.uk/bush/story/0,7369,658724,00.html>.

Dès avril 2002, Bush déclarait publiquement que la politique américaine consistait à sécuriser un "changement de régime" en Irak. Et en juin, il exposa que les Etats-Unis lanceraient des attaques préventives sur les pays qui les menaçaient.⁵⁵ Selon ce qui semble être communément admis, l'Irak posait à présent un tel risque. De plus, à partir du printemps 2002, le Général Tommy R. Franks, chef du Commandement Central Américain, commença à informer Bush en privé, toutes les trois ou quatre semaines, sur la planification d'une nouvelle guerre en Irak.

Les néo-conservateurs, à la fois du gouvernement et de l'extérieur, cherchèrent à élaborer une attaque unilatérale américaine sur l'Irak qui ne s'encombrerait pas des objectifs contradictoires de tout partenaire d'une coalition. Cette campagne fut contrée par les efforts déployés par Powell pour persuader Bush, qui finit par en être convaincu, qu'une autorisation des Nations-Unies serait indispensable pour justifier une attaque américaine. Cela a ralenti la course à la guerre, mais fut aussi un écart de Powell par rapport à sa position d'origine, voulant que Washington ne puisse partir en guerre contre l'Irak qu'au cas où il aurait été prouvé que Bagdad était impliquée dans le terrorisme du 11 septembre.

Le Conseil de Sécurité de l'O.N.U. décida que les inspecteurs de l'ONU, dotés de pouvoirs d'inspection considérables, détermineraient si l'Irak était en violation de son engagement à détruire toutes ses armes de destruction massive. La résolution 1441 (du 8 novembre 2002) du Conseil de Sécurité de l'ONU plaça la charge de la preuve sur l'Irak, à elle de prouver qu'elle ne possédait plus d'armes de destruction massive. La résolution stipulait que toute fausse déclaration ou omissions de la part des irakiens, dans le rapport qu'ils devaient remettre, constitueraient un nouveau manquement à ses obligations. Ce qui pourrait être débattu au Conseil de Sécurité afin d'envisager l'usage de la force contre l'Irak.

Si certains avaient affirmé que cela pouvait vouloir dire que la guerre pourrait être engagée,⁵⁶ cela autorisait donc les Etats-Unis à utiliser cette nouvelle résolution comme justification légale pour faire la guerre. En fait, les Etats-Unis pouvaient choisir la guerre, sans autorisation additionnelle de l'ONU, pour faire appliquer la résolution. Ainsi que le journaliste britannique Robert Fisk le fait remarquer : "Les Nations-Unies peuvent débattre sur n'importe quelle non-conformité irakienne avec les inspecteurs en armement, mais ce sont les Etats-Unis qui décideront si l'Irak a violé les résolutions de l'ONU. En d'autres termes, l'Amérique peut déclarer la guerre sans la permission de l'ONU."⁵⁷

Stratégies de salon

Les néo-conservateurs n'ont pas seulement déterminé la politique étrangère conduisant à la guerre contre l'Irak, mais ils ont aussi joué un rôle dans le modelage de la stratégie militaire. De hautes personnalités militaires, y compris des membres de l'état-major interarmées, s'apposèrent dès le début à l'idée entière d'une telle guerre.⁵⁸ Mais Perle et d'autres néo-

⁵⁵ Woodward, p. 330.

⁵⁶ Justin Raimondo, "La partie de campagne est reportée," 20 novembre 2002, <http://www.antiwar.com/justin/j112002.html>.

⁵⁷ Robert Fisk, "George Bush traverse le Rubicon - Mais qu'y a-t-il derrière?," *The Independent*, 9 novembre 2002, <http://www.commondreams.org/views02/1109-03.htm>.

⁵⁸ Thomas F. Ricks, "Des dirigeants militaires pour le statu quo en Irak," *Washington Post*, 28 juillet 2002, p. A-1, <http://www.washingtonpost.com/ac2/wp-dyn/A10749-2002Jul27?.html>.

conservateurs insistèrent que renverser Saddam ne demanderait qu'un petit effort militaire et ne représentait qu'un faible risque. Ils avancèrent une stratégie, dite "inversée", impliquant d'attaquer Bagdad et deux ou trois autres villes clés avec un tout petit nombre de troupes aéroportées, pas plus de 5.000 soldats. Selon eux, ces attaques entraîneraient la chute du régime de Saddam. Les chefs militaires américains s'opposèrent catégoriquement à cette approche qu'ils considéraient par trop risquée, et proposèrent à la place un plan, avec plus de troupes — environ 250.000 hommes — qui envahiraient l'Irak d'une manière plus conventionnelle, à partir du sol de ses voisins, comme cela a été fait pendant la guerre du Golfe de 1991.

Perle et les néo-conservateurs, quant à eux, craignaient qu'aucun des pays voisins n'accepte de fournir les bases nécessaires, et donc que cette approche signifiait qu'on ne ferait pas la guerre ou que pendant la longue période nécessaire à l'assemblage de cette vaste force, l'opposition à la guerre se mettrait à bourgeonner et finirait par rendre l'opération politiquement impossible. Perle réagit avec colère à l'exception opposée par les militaires en disant que la décision d'attaquer l'Irak était "un jugement politique que ces types n'étaient pas capables de porter."⁵⁹ Cheney et Rumsfeld allèrent encore plus loin en faisant allusion que les généraux étaient des "lâches" pour être insuffisamment va-t-en-guerre à propos d'une invasion irakienne.⁶⁰

Aujourd'hui, on pourrait être tenté d'attribuer le rejet de la prudence des militaires, par Perle et les autres néo-conservateurs, à des fous à la prétention démesurée — comment des amateurs peuvent-ils prétendre en savoir plus long sur la stratégie militaire que des professionnels à la carrière impressionnante ? Toutefois, Richard Perle peut être taxé de beaucoup de choses, mais certainement pas de fou. Il n'est pas stupide non plus. Sans nul doute, il a bien réfléchi aux implications de son plan. Et il était évident, du point de vue de Perle, que cette option "inversée" serait une solution gagnant-gagnant.

Supposons que ça marche — qu'un petit nombre de troupes américaines arrivent à s'emparer de quelques zones stratégiques et que l'armée irakienne se replie rapidement. Perle et les néo-conservateurs apparaissent alors comme des génies et sont récompensés par une plus grande autonomie pour préparer des séries de guerres additionnelles à faible coût dans le Moyen-Orient.

De l'autre côté, supposons que la mini-invasion tourne au fiasco. Les troupes américaines sont défaites dans les villes ; beaucoup de soldats sont capturés et exhibés au yeux du monde entier ; Saddam fait des discours grandiloquents sur sa victoire contre l'agresseur américain ; tous les arabes et le monde islamique célèbrent la défaite américaine ; et des drapeaux américains sont brûlés dans des manifestations massives anti-américaines à travers tout le Moyen-Orient. L'Amérique est complètement humiliée, dépeinte comme un tigre de papier, et les Américains moyens voient tout ça à la télé... Comment réagiraient-ils ?

Comme après les attaques sur Pearl Harbor, en 1941, une telle catastrophe permettrait de faire basculer l'opinion publique américaine et engendrerait la haine de l'ennemi et le public demanderait que le prestige et l'honneur américain soient lavés. Conditionnés à la sauce propagandiste néo-conservatrice, les américains épouseraient l'idée qu'il s'agit d'une guerre

⁵⁹ Richard Norton-Taylor, "Les chefs militaires britanniques mal à l'aise sur les plans de guerre," *The Age*, 31 juillet 2002, <http://www.theage.com.au/articles/2002/07/30/1027926884871.html>.

⁶⁰ Justin Raimondo, "L'attaque des faucons-poules mouillées," 2 août 2002, <http://www.antiwar.com/justin/pf/p-j080202.html>; et Doug Thompson, "Soudain, les faucons se firent colombes et les colombes faucons," *Capitol Hill Blue*, http://chblue.com/artman/publish/article_165.shtml.

entre l'Amérique et l'islam. Washington pourrait alors déclarer une guerre 'totale' qui impliquerait des bombardements massifs sur de nombreuses villes ; et les attaques aériennes pourraient s'étendre de l'Irak vers les autres états arabes voisins. Une guerre de conquête et d'extermination est le rêve le plus cher des néo-conservateurs puisqu'elle permettrait de détruire tous les ennemis d'Israël au Moyen-Orient. (Il paraîtrait que le Pentagone a augmenté l'ampleur du détachement d'intervention en Irak pour réduire le risque du scénario mentionné ci-dessus)⁶¹

"Nos ennemis, les Saoudiens"

De nombreux indices incitent à croire que la guerre ne se limitera pas à l'Irak. Le 10 juillet 2002, Laurent Murawiec, sur l'ordre de Richard Perle, organisa une séance d'information au Comité Politique de Défense. L'ordre du jour : l'Arabie Saoudite (dont la relation amicale avec les Etats-Unis a été le pilier de la stratégie de sécurité américaine au Moyen-Orient pendant plus de 50 ans). Murawiec décrivit le royaume saoudien comme étant le principal partisan et le soutien financier du terrorisme anti-américain — "le noyau du mal, le promoteur, l'adversaire le plus dangereux." Les Etats-Unis, proclama-t-il, devaient maintenant regarder l'Arabie Saoudite comme un ennemi. Murawiec expliqua que Washington devrait exiger de Riyad qu'ils cessent de financer les cellules de fondamentalistes islamiques autour du monde, qu'ils prohibent toute propagande anti-américaine et anti-israélienne dans le royaume, et qu'ils "poursuivent ou isolent tous ceux qui sont impliqués dans la chaîne de la terreur, y compris à l'intérieur de leurs services de renseignement." Murawiec défendit la thèse que, si les Saoudiens refusaient de se conformer à cet ultimatum, les Etats-Unis devraient envahir et occuper leur pays, y compris les lieux saints de La Mecque et de Médine, et devraient saisir ses champs de pétroles et confisquer ses actifs financiers.⁶²

Murawiec conclut la séance d'information par un résumé incroyable, intitulé "Une stratégie grandiose pour le Moyen-Orient" : "L'Irak est le pivot tactique ; l'Arabie Saoudite, le pivot stratégique ; l'Egypte, la pépite." En bref, le but de la guerre en Irak était de détruire les plus proches alliés des Etats-Unis au Moyen-Orient. Il serait difficile d'imaginer une politique mieux conçue pour mettre le feu aux poudres et enflammer tout le Moyen-Orient contre les Etats-Unis. Mais c'est justement le résultat recherché par les néo-conservateurs.⁶³

Comme prévu, le jour suivant ce briefing, le gouvernement Bush désavoua le scénario de Murawiec en disant qu'il n'avait rien à voir avec la politique étrangère américaine réelle et déclara que l'Arabie Saoudite est une alliée loyale.⁶⁴ Toutefois, la Maison-Blanche ne prit aucune mesure pour démettre ou même punir Perle pour avoir tenu une discussion sur un plan prévoyant d'attaquer un allié proche — pourtant, des personnalités ont été fréquemment renvoyées des gouvernements pour des impairs de moindre importance. Nous pouvons être sûr que l'inaction du gouvernement Bush [à punir les responsables] échoua à rassurer les

⁶¹ Julian Borger, "Les préparatifs du Pentagone ont atteint le point de non-retour," *The Guardian*, 31 décembre 2002, <http://www.guardian.co.uk/Iraq/Story/0,2763,866919,00.html>.

⁶² Thomas E. Ricks, "Une réunion d'information dépeint les Saoudiens comme des ennemis," *Washington Post*, 6 août 2002, p. A-1, <http://www.washingtonpost.com/ac2/wp-dyn/A47913-2002Aug5?language=printer>; et Jack Shafer, "La pile électrique qui fit trembler le Pentagone: LaRouchie-le transfuge donne des conseils aux dirigeants sur l'Arabie Saoudite," *Slate*, 7 août 2002, <http://slate.msn.com/?id=2069119>.

⁶³ Ibid.

⁶⁴ Ibid.

Saoudiens que le plan de guerre de Murawiec allait au-delà des plans du gouvernement américain.

Parallèlement, la presse néo-conservatrice relaya le scénario anti-saoudien de Murawiec. Le numéro du 15 juillet 2002 du *Weekly Standard* présenta un article intitulé "La confrontation saoudienne à venir," rédigé par Simon Henderson du *Washington Institute for Near East Policy*, officine néo-conservatrice. Et, le numéro de juillet/août de *Commentary*, publié par *the American Jewish Committee*, contenait un article intitulé, "Nos ennemis, les saoudiens."⁶⁵

Le principal expert néo-conservateur sur l'Arabie Saoudite, Stephen Schwartz, fit, lui aussi, connaître son point de vue sur le sujet en écrivant de nombreux articles et en publiant un livre, "Les Deux Visages des l'Islam: La Maison des Saoud, de la Tradition à la Terreur", dans lequel il avance l'idée d'une conspiration Saoudienne/Wahhabite pour prendre le pouvoir sur tout l'islam et répandre la terreur à travers le monde. Il finit, d'ailleurs, par en payer le prix : en résultat à ses commentaires anti-saoudiens, Schwartz fut renvoyé de sa brève fonction en tant qu'éditorialiste à *Voice of America* au début de juillet 2002, devenant ainsi un "martyre" dans les cercles néo-conservateurs.⁶⁶

Comme Thomas F. Ricks le fit remarquer dans le *Washington Post*, l'agressivité anti-saoudienne exprimée par Murawiec "représente une opinion de plus en plus répandue au sein de l'administration Bush — particulièrement dans l'équipe du Vice-président Dick Cheney et à la direction civile du Pentagone — ainsi que parmi les journalistes et les intellectuels néo-conservateurs, proches alliés des décideurs du gouvernement."

A partir de novembre 2002, le thème anti-saoudien était devenu le courant dominant — un article de *Newsweek* prétendait que la famille royale saoudite avait soutenu directement les terroristes du 11/9, et au Sénat des personnalités importantes, comme Joseph Lieberman (Démocrate/Connecticut), John McCain (Républicain/Arizona), Charles Schumer

⁶⁵ Simon Henderson, "L'affrontement saoudien à venir," *The Weekly Standard*, 15 juillet 2002, <http://www.washingtoninstitute.org/media/henderson/henderson071502.htm> et Victor Davis Hanson, "Nos ennemis, les Saoudiens," *Commentary*, juillet/août 2002. Voir aussi Simon Henderson, "La voie saoudienne," *Wall Street Journal*, 12 août 2002, <http://www.opinionjournal.com/editorial/feature.html?id=110002116>; et Claudia Rosett, "Libérez l'Arabie," *Wall Street Journal*, 14 août 2002, <http://www.opinionjournal.com/columnists/cRosett/?id=110002126>.

⁶⁶ Ronald Radosh, "L'indignation du State Department: Le renvoi de Stephen Schwartz," *Front Page Magazine*, 2 juillet 2002, <http://www.frontpagemag.com/Articles/Printable.asp?ID=1610>; Stephen Schwartz, "Vaincre le wahhabisme," *Front Page Magazine*, 5 octobre 2002, <http://www.frontpagemag.com/Articles/Printable.asp?ID=4178>; et Stephen Schwartz, *Les deux visages de l'islam: La maison des Saoud – de la tradition à la terreur* (New York: Doubleday & Co., 2002).

Parmi les avis favorables aux opinions de Schwartz: William Kristol écrit que "personne n'a fait plus que Stephen Schwartz pour démasquer la face radicale de l'islam Saoudien/Wahhabite." Et le non-conformiste de gauche pro-guerre Christopher Hitchens s'accorde pour dire que "le travail de Stephen Schwartz est exemplaire en ce qu'il éclaire sur les différences entre les diverses doctrines islamiques, à la fois historiques et théologiques; différences qui sont de premières importance pour que le reste du monde comprenne. Il est l'ennemi des fascistes islamistes qui s'exprime le mieux." (<http://www.randomhouse.com/doubleday/display.pperl?isbn=0385506929>)

Schwartz dépeint la plus grande partie de l'islam comme pacifique, avec seulement sa variété Wahhabite comme étant dangereuse. Alors que son raisonnement pourrait être utilisé pour ôter de la liste des ennemis plusieurs pays islamiques (comme l'Irak et l'Iran), il ne semble pas produire cet effet.

(Démocrate/New York), et Richard Shelby (Républicain/Alabama), commentèrent le sujet en exprimant un point de vue similaire.⁶⁷

La politique du gouvernement Bush avait déjà largement évolué, mais elle n'avait toujours pas atteint le but des néo-conservateurs : une guerre des Etats-Unis contre l'islam. D'après Podhoretz, doyen des néo-conservateurs, "L'islam militant représente aujourd'hui la survivance de l'expansionnisme par l'épée" des premières années de l'islam.⁶⁸ Dans l'opinion de Podhoretz, pour survivre à cette forme d'islam renaissante, les Etats-Unis ne devaient pas seulement rester sur la défensive, mais ils fallait qu'ils éradiquent l'islam militant, à sa source même, dans le Moyen-Orient :

Les régimes qui méritent amplement d'être renversés et remplacés ne se limitent pas aux trois membres désignés de l'axe du mal. Au minimum, cet axe devrait être étendu à la Syrie, au Liban et à la Libye, aussi bien qu'aux "amis" de l'Amérique comme la famille royale saoudienne et Hosni Moubarak l'égyptien, en même temps que l'Autorité Palestinienne, qu'elle soit dirigée par Arafat ou l'un de ses hommes de confiance.

Après cette grande conquête, les Etats-Unis pourraient re-chapeauter toute la région. Il faudrait forcément re-éduquer les populations pour qu'elles s'alignent sur la pensée des dirigeants américains. Podhoretz admit que les peuples du Moyen-Orient, si on leur donnait un choix démocratique libre, risquaient de choisir des dirigeants et des politiques anti-américains et anti-israéliens. Mais il proclama qu' "il existe une politique qui pourrait l'éviter" à condition "que nous ayons alors les tripes pour imposer une nouvelle culture politique aux parties vaincues. C'est ce que nous avons fait aussitôt et sans scrupule en Allemagne et au Japon après avoir gagné la 2^{ème} guerre mondiale."⁶⁹

Les expulsions revisitées

Au sein même d'Israël, cependant, on ne demanderait pas aux arabes d'adopter une "nouvelle politique culturelle" : on leur demanderait de disparaître.

L'expulsion des Palestiniens est entrelacée inextricablement avec une guerre au Moyen-Orient — ou, selon la phrase de Ben Gourion, avec des "périodes révolutionnaires." Alors que la "guerre contre la terreur" post-11-septembre a fait monter la température, le sujet du "transfert" forcé des Palestiniens à refait surface au cœur même de la politique israélienne. Selon Illan Pappé, un historien juif révisionniste, "Vous pouvez voir cette nouvelle déclaration dont on parle en Israël : le discours sur l'expulsion et le transfert défendu par l'extrême droite, est maintenant de *bon ton* au centre."⁷⁰ Même le doyen des historiens révisionnistes d'Israël, Benny Morris, a approuvé explicitement l'expulsion des Palestiniens

⁶⁷ Michael Isikoff et Evan Thomas, "La piste de l'argent saoudien," *Newsweek*, 2 décembre 2002, et Calvin Woodward, "Les largesses d'une princesse saoudienne pourraient conduire à des terroristes," *The Associated Press, The News Tribune* (Tacoma, Washington), 5 novembre 2002, <http://www.tribnet.com/news/story/2218751p-2286814c.html>.

⁶⁸ Norman Podhoretz, "Comment gagner la 4^{ème} Guerre mondiale," *Commentary*, février 2002, <http://www.counterpunch.org/pipermail/counterpunch-list/2002-February/018053.html>.

⁶⁹ Podhoretz, "L'éloge de la doctrine de Bush."

⁷⁰ Jacob A. Mundy, "Palestine: 'Transfert' ou Apartheid," *Eat The State*, 7:6 (20 novembre 2002), <http://eatthestate.org/07-06/PalestineTransferApartheid.htm>.

en cas de guerre. "Cette terre est trop petite", s'est exclamé Morris, "Il n'y a pas la place pour deux peuples. Dans cinquante ou cent ans, il n'y aura plus qu'un seul état entre la mer et le Jourdain. Et cet état doit être Israël."

Selon un sondage récent dirigé par le Centre Jaffee pour les Etudes Stratégiques d'Israël, presque la moitié des Israéliens est d'accord pour expulser les Palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza, et presque un tiers soutient l'expulsion des Arabes israéliens. Enfin, 60 % d'entre eux soutiennent "l'incitation" des Arabes israéliens à quitter Israël.⁷¹

En avril 2002, le principal historien israélien spécialiste en questions militaires, Martin van Creveld, expliquait qu'une attaque américaine en Irak fournirait la couverture que le Premier ministre Sharon attendait, pour faire procéder par la force au déplacement des Palestiniens de la Cisjordanie. Dans l'opinion de Creveld, "L'expulsion des Palestiniens ne nécessiterait que quelques brigades" qui s'appuieraient sur "une artillerie lourde". Creveld poursuivit : "Les experts militaires israéliens estiment qu'une telle guerre pourrait être terminée en huit jours. Si les états arabes n'interviennent pas, cela se terminera par les Palestiniens expulsés et la Jordanie en ruine. S'ils interviennent, le résultat sera identique, et les principales armées arabes seront détruites... Israël triomphera, comme ce fut le cas en 1948, 1956, 1967 et 1973."⁷²

Puisque Creveld, en septembre 2002, n'exprima pas d'opposition à cette expulsion à venir, un groupe d'universitaires israéliens publia une déclaration d'opposition, "Certains signes nous inquiètent profondément : le "brouillard [engendré] par la guerre" pourrait être exploité par le gouvernement israélien afin de commettre de nouveaux crimes contre le peuple palestinien, jusqu'à un complet nettoyage ethnique."⁷³

Le déclaration continue par :

La coalition gouvernementale israélienne inclut les partis [d'extrême droite] qui mettent en avant "le transfert" de la population palestinienne comme solution à ce qu'ils appellent "le problème démographique". Leurs politiciens sont régulièrement cités dans la presse pour leur suggestion d'utiliser la force militaire dans l'exécution des expulsions, dont [les membres de la Knesset] Michael Kleiner et Benny Elon (ainsi que l'a rapporté le site du *Yediot Ahronot*). Dans une interview récent publiée dans *Ha'aretz*, le chef d'état-major Moshe Ya'alon y décrit les Palestiniens comme un "symptôme cancéreux" et compare les actions militaires dans les territoires occupés à "une chimiothérapie," suggérant qu'un "traitement" plus radical pourrait être nécessaire. Le premier ministre Sharon a apporté son soutien à cette "appréciation de la réalité". L'escalade de la démagogie raciste au sujet des

⁷¹ "De nombreux israéliens favorables à voir les Palestiniens partir," dans le *Chicago Sun-Times* (14 mars 2002) (sondage Jaffee); Ari Shavit, "En attendant le signal," dans *Haaretz* (22 mars 2002); et Tom Segev, "Le drapeau noir flotte au-dessus de la notion de transfert," dans *Haaretz* (5 avril 2002), cité dans Finkelstein, "Image and Reality."

⁷² Martin van Creveld, "Attention: le plan de Sharon est de conduire les Palestiniens de l'autre côté du Jourdain," *Daily Telegraph*, 28 avril 2002, <http://www.telegraph.co.uk/news/main.jhtml?xml=/news/2002/04/28/wpa128.xml>; et http://www.seeingred.com/Copy/5.3_sharons_plan.html.

⁷³ "Une plaidoirie d'urgence pour prévenir un crime de guerre massif est menée par des intellectuels israéliens," 22 septembre 2002, *Mid-East Realities*, <http://www.middleeast.org/premium/read.cgi?category=Magazine&num=752&month=9&year=2002&function=text>.

citoyens palestiniens d'Israël peut fournir une indication de l'envergure des crimes qui sont peut-être envisagés.⁷⁴

Durant l'automne 2002, le gouvernement jordanien, craignant qu'Israël pourrait repousser la population palestinienne vers la Jordanie lors de l'attaque américaine de l'Irak, a demandé la promesse officielle au gouvernement israélien qu'il ne procéderait pas à une telle manœuvre. Le régime de Sharon, néanmoins, refusa publiquement de renoncer à une telle politique d'expulsion.⁷⁵

Simplement un prétexte

Ainsi, il est devenu évident que la "guerre contre le terrorisme" n'a jamais été destinée à appréhender et punir les auteurs des atrocités du 11 septembre. Le 11 septembre 2001 a simplement fourni le prétexte aux dirigeants [américains] pour mettre en application leurs plans politiques à long terme. Comme un certain nombre d'auteurs l'ont fait remarqué, y compris dans mes propres textes, les intérêts pétroliers et les impérialistes américains regardent la guerre comme un moyen d'incorporer l'Asie Centrale riche en pétrole dans l'orbite de l'empire américain.⁷⁶ Une fois cela accompli, le gouvernement d'Hamid Karzaï en Afghanistan, sponsorisé par les américains, se trouvera en situation de péril. Le pouvoir de Karzaï semble être limité à sa proximité immédiate, et il doit être protégé par des gardes du corps américains. Le reste de l'Afghanistan est toujours pris dans les combats, livrés par divers seigneurs de guerre et même par les Talibans qui refont surface.⁷⁷ Au lieu de produire dès maintenant un effort pour consolider sa position en Asie centrale, Washington a préféré changer son fusil d'épaule pour gagner le contrôle du Moyen-Orient.

Il est clair, à présent, que les principaux décideurs de l'administration Bush sont, depuis le début, les "Likoudniks" [n.d.t., suppôts du Likoud, le parti d'Ariel Sharon] néo-conservateurs. Pour eux, le contrôle de l'Asie centrale est secondaire par rapport au contrôle du Moyen-Orient. En fait la guerre en Afghanistan n'a peut-être été qu'une simple tactique, indispensable pour atteindre leur but ultime et crucial : le contrôle américain du Moyen-Orient pour satisfaire les intérêts d'Israël. [Leur raisonnement] est analogue à ce que les historiens révisionnistes ont présenté au sujet de l'approche de Franklin D. Roosevelt "par la porte de derrière" dans la 2ème guerre mondiale. Roosevelt cherchait un motif pour déclarer la guerre au Japon afin de pouvoir faire la guerre à l'Allemagne. Il aurait provoqué le Japon à attaquer les possessions coloniales américaines d'extrême orient [Pearl Harbor]. Une fois que les Etats-Unis furent entrés dans la guerre "par la porte de derrière", Roosevelt concentra son effort militaire contre l'Allemagne.⁷⁸

⁷⁴ Ibid.

⁷⁵ Aluf Benn, "Le premier ministre rejette la demande jordanienne de renoncer au 'transfert' lors de la guerre d'Irak," *Ha'aretz*, 29 novembre 2002, <http://www.haaretzdaily.com/hasen/pages/ShArt.jhtml?itemNo=235416&contrassID= 2&subContrassID=4&sbSubContrassID=0&listSrc=Y>.

⁷⁶ Voir Stephen J. Sniegowski, "Le 11 septembre et les origines de la 'Guerre contre le terrorisme': Un compte-rendu révisionniste," Part 3, *The Last Ditch*, http://www.thornwalker.com/ditch/towers_3.htm.

⁷⁷ Eric Margolis, "Les détails sur la victoire américaine sont un peu prématurés," *Toronto Sun*, 22 décembre 2002, http://www.canoe.ca/Columnists/margolis_dec22.html.

⁷⁸ Pour une révision sur les efforts de Roosevelt à amener les Etats-Unis à entrer en guerre, voir Stephen J. Sniegowski, "Le procès pour un révisionnisme de Pearl Harbor," *The Occidental Quarterly*, 1:2 (Hiver 2001),

Le motif pétrolier

Mais qu'en est-il du désir américain de contrôler le pétrole irakien ? L'Irak possède la deuxième réserve pétrolière connue dans le monde, après l'Arabie Saoudite. En outre, de nombreux experts sont persuadés que l'Irak possède des réserves immenses encore à découvrir, se qui en ferait pratiquement l'égale de l'Arabie Saoudite. La plupart des détracteurs de la guerre en Irak prétendent que le désir de mettre la main sur le pétrole irakien par les compagnies pétrolières américaines est la motivation de la politique guerrière des Etats-Unis. Certains partisans de la guerre, ont aussi suggéré, une fois le pétrole irakien sous contrôle, que les Etats-Unis pourraient inonder la planète avec du pétrole à bon marché, stimulant ainsi les économies américaine et mondiale pour les faire sortir de la récession.⁷⁹

Bien que ces arguments soient crédibles à première vue, le motif pétrolier d'une guerre comporte des failles sérieuses. D'abord, les représentants de l'industrie pétrolière ou les magnats de la finance ne semblent pas réclamer la guerre. Selon l'analyste des affaires pétrolières, Anthony Sampson, "les compagnies pétrolières n'ont eu que peu d'influence sur les prises de décision politiques américaines. La plupart des grandes entreprises américaines, y compris les compagnies pétrolières, ne voient pas la guerre comme une bonne chose pour les affaires, ainsi que le démontre la chute des cours boursiers."⁸⁰

D'autre part, il n'est pas évident qu'une guerre serait bonne pour l'industrie pétrolière ou sur l'économie mondiale. Pourquoi les magnats du pétrole voudraient-ils prendre le risque d'une telle guerre qui pourrait être le détonateur d'une conflagration menaçant leurs intérêts actuels dans le Golfe ? L'Irak a bien des réserves importantes, mais il n'y a aucune raison de croire à leur un impact sur le marché du pétrole. Daniel Yergin, président de *Cambridge Energy Research Associates*, met en évidence :

<http://www.charlesmartelsociety.org/toq/vol1no2/ss-pearlharbor.html>; et "Pearl Harbor: Regardons les faits en face," *The Last Ditch*, <http://www.thornwalker.com/ditch/pearl.htm>

⁷⁹ Le sous Secrétaire au Commerce Grant Aldonas a dit lors d'un débat d'affaires qu'une guerre en Irak "ouvrirait le robinet du pétrole irakien, ce qui aurait certainement un effet puissant en termes de performances de l'économie mondiale pour les pays qui sont consommateurs et transformateurs de produits pétroliers." Michael Moran et Alex Johnson, "Le pétrole dans l'après Saddam: les paris sont en cours," *MSNBC News*, 7 novembre 2002, <http://www.msnbc.com/news/823985.asp?0sl=-10#BODY>.

⁸⁰ Anthony Sampson, "Les pétroliers ne veulent pas d'un nouveau Suez," *Guardian Unlimited*, 22 décembre 2002., <http://www.observer.co.uk/international/story/0.6903.864336.00.html>. Sampson est l'auteur de *The Seven Sisters* (New York: Bantam Books, 1976), qui traite du pétrole et du Moyen-Orient.

Dan Morgan et David B. Ottaway écrivent :

Des officiels de plusieurs entreprises majeures disent qu'ils évitaient de s'immiscer dans le débat à Washington sur la manière de traiter avec l'Irak. "Les compagnies pétrolières américaines n'ont rien à gagner à prendre une position très agressive à ce stade. Il y aura beaucoup d'autres occasions dans le futur," a dit James Lucier, un analyste des questions pétrolières chez Prudential Securities. ("In Iraqi War Scenario, Oil Is Key Issue," *Washington Post*, 15 septembre 2002, p. A-1, <http://www.washingtonpost.com/ac2/wp-dyn?pagename=article&node=&contentId=A18841-2002Sep14¬Found=true>.)

Pour MSNBC, John W. Schoen écrit : "Jusqu'à présent, les compagnies américaines pétrolières ont gardé la bouche cousue sur le sujet du butin de guerre potentiel." ("Iraqi oil, American bonanza?," 11 novembre 2002, <http://www.msnbc.com/news/824407.asp?0bl=.0>.)

En termes de capacité de production, l'Irak ne représente que 3 % du pétrole mondial. Ces exportations de pétrole sont au même niveau que celles du Nigeria. Même si l'Irak voulait doubler sa capacité, cela pourrait prendre plus d'une décennie pour y arriver, car en même temps, l'augmentation, ailleurs, de la production limiterait à long terme la part de l'Irak à 5 %, ce qui est important mais confinerait toujours l'Irak dans le deuxième tiers des nations pétrolières.⁸¹

L'industrie pétrolière de toute la région du Golfe serait exposée à un grand risque par une guerre. D'ailleurs, l'éminent professeur d'économie de *Yale* (membre du conseil économique du Président Carter), William D. Nordhaus, l'affirme :

La guerre dans le Golfe persique pourrait engendrer un bouleversement majeur des marchés pétroliers, aussi bien à cause de dommages physiques qu'à cause d'événements politiques qui conduiraient les producteurs de pétrole de réduire leur production.

Une conséquence particulièrement inquiétante serait la destruction totale des complexes pétroliers en Irak, et peut-être au Koweït, en Iran et en Arabie Saoudite. Lors de la première guerre du Golfe, l'Irak a détruit un grand nombre de puits de pétrole koweïtiens et d'autres infrastructures pétrolières au moment de son retrait. Le sabotage interrompit la production de pétrole koweïtienne pendant presque une année, et les niveaux de production d'avant-guerre n'ont pas été retrouvés avant 1993 — pratiquement deux ans après la fin de la guerre, en février 1991.

A moins que les dirigeants irakiens soient pris au dépourvu dans une nouvelle guerre, les forces irakiennes seraient certainement capables de détruire leurs propres complexes pétroliers. Les raisons stratégiques d'une telle destruction seraient incompréhensibles en temps de paix, mais un tel acte d'auto immolation ne peut pas être écarté en temps de guerre. La contamination de complexes pétroliers dans la région du Golfe par des agents chimiques ou biologiques constitueraient des menaces encore plus considérables sur les marchés pétroliers.⁸²

Les prévisions de Nordhaus sont peut-être excessivement sombres, mais néanmoins, le fait est que les experts ne peuvent évaluer ce qui va arriver. La guerre présente un énorme risque. Parmi les évaluations sur l'impact économique possible d'une guerre en Irak, l'analyste économique Robert J. Samuelson conclut : "Si c'est une question de paix et de prospérité, alors la guerre n'a aucun sens. Mais si la faire maintenant préviendrait une guerre plus coûteuse dans le futur, alors cela a beaucoup de sens."⁸³

⁸¹ Daniel Yergin, "Une vue pétrolière de la crise en Irak," *Washington Post*, 8 décembre 2002, Page B-1, <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/articles/A21166-2002Dec6.html>. Le livre de Yergin *The Prize: The Epic Quest for Oil, Money, and Power* (New York: Simon & Schuster, 1991) est lauréat du Prix Pulitzer.

⁸² William D. Nordhaus, "Irak: les conséquences économiques de la guerre," *New York Review of Books*, 5 décembre 2002, <http://www.nybooks.com/articles/15850>. Voir aussi une contribution plus complète de Nordhaus, "Les conséquences économiques de la guerre en Irak," 29 octobre 2002, (fichier Acrobat) <http://www.econ.yale.edu/~nordhaus/iraq.pdf>; et George L. Perry, "La guerre contre le terrorisme, le marché pétrolier mondial et l'économie américaine," *Analysis Paper #7, America's Response to Terrorism* (m.à j. du 28 novembre 2001), <http://www.brookingsinstitution.org/dybdocroot/views/papers/perry/20011024.htm>.

⁸³ Robert J. Samuelson, "L'impact économique d'une guerre," *Newsweek*, 2 décembre 2002,

Rien de tout cela ne peut contester l'idée que certaines compagnies pétrolières pourrait tirer avantage d'une guerre au Moyen-Orient, de la même manière qu'il y a toujours des affaires qui se font sur le dos de la guerre. Des compagnies pétrolières précises pourraient bénéficier du contrôle américain de l'Irak, puisque sous un gouvernement irakien d'après-guerre, sponsorisé par les Etats-Unis, ces compagnies pétrolières américaines pourraient s'attendre à être favorisées et obtenir ainsi les contrats pétroliers les plus juteux. Cependant, que des compagnies pétrolières précises puissent en tirer profit ne démonte pas l'argument général que la guerre présente un grand risque pour les compagnies pétrolières américaines et pour l'économie américaine dans son ensemble.

Une motivation liée à la stratégie impérialiste américaine paraît bien plus crédible que celle liée aux intérêts économiques de l'industrie pétrolière et à l'économie en général. Plutôt que de continuer à influencer officieusement les pays du Moyen-Orient producteurs de pétrole, comme c'est le cas aujourd'hui, les Etats-Unis prendraient le contrôle direct, soit à l'aide d'un gouvernement fantoche en Irak qui apporterait une force d'appui suffisante à Washington pour dicter sa loi sur le reste du Moyen-Orient, soit par le contrôle effectif direct d'autres pays du Moyen-Orient en plus de l'Irak. Sans doute, cette situation procurerait une plus grande sécurité dans les approvisionnements de pétrole que c'est le cas dans la situation présente, où les pays satellites bénéficient d'un peu d'autonomie et font face à l'éventualité d'être renversés par des forces anti-américaines. Le néo-conservateur Robert Kagan maintient, "Lorsque nous avons des difficultés économiques, c'est [toujours] à cause de perturbations dans notre approvisionnement pétrolier. Si nous avons une force en Irak, alors il n'y aura plus de perturbation de ces approvisionnements."⁸⁴

Les néo-conservateurs essayent souvent de dissimuler ce projet de colonialisme américain en proclamant que les Etats-Unis ne cherchent qu'à propager la démocratie. Ils laissent entendre que des gouvernements "démocratiques" au Moyen-Orient soutiendraient les principes de l'Amérique, y compris le soutien à Israël et une politique pétrolière orientée vers le confort des américains. Pourtant, étant donnée la popularité des opinions anti-sionistes et anti-américaines dans la région, il semble hautement improbable que des gouvernements représentant la volonté populaire adoptent jamais de tels principes. Seule, une dictature non-représentative adopterait une politique à la fois pro-américaine et pro-israélienne. Le membre sioniste de la Chambre des Représentants Tom Lantos (Démocrate – Californie) l'a dit franchement pour tenter de calmer les inquiétudes exprimées par un membre israélien de la Knesset : "Saddam ne vous causera pas de problèmes. Nous nous débarrasserons de ce salaud dans peu de temps. Et à sa place nous installerons un dictateur pro-occidental, qui sera bon pour nous et pour vous."⁸⁵

⁸⁴ Cité par Jay Bookman, "Les vrais objectif du président en Irak," *The Atlanta Journal-Constitution*, 29 septembre 2002, <http://www.accessatlanta.com/ajc/opinion/0902/29bookman.html>.

⁸⁵ Akiva Eldar, "Ils y plongent la tête la première," *Ha'aretz*, 30 septembre 2002, <http://www.haaretzdaily.com/hasen/pages/ShArt.jhtml?itemNo=214159>.

Pour un résumé des quelques solutions non-démocratiques que le gouvernement américain envisage pour l'Irak d'après-guerre (Y compris l'installation au pouvoir du prince jordanien Hassan en tant que roi), voir Conn Hallinan, "Des dirigeants favorables à l'après Saddam contredisent la rhétorique de Bush sur la démocratie," *Foreign Policy in Focus*, 26 novembre 2002, <http://www.foreignpolicy-infocus.org/commentary/2002/0211invasion.html>; et Brian Whitaker, "Un prince jordanien racolé pour succéder à Saddam," *The Guardian*, 19 juillet 2002, <http://www.guardian.co.uk/Archive/Article/0,4273,4464346,00.html>.

Un véritable impérialisme, étranger aux valeurs américaines du 20^{ème} siècle

Le contrôle du pétrole au Moyen-Orient accroîtrait à coup sûr la domination américaine sur le monde. Toutefois, une guerre de ce type au Moyen-Orient laisse froids certains partisans de l'impérialisme américain — comme Zbigniew Brzezinski ou Brent Scowcroft — sans aucune connection avec la ligne likoudnik.⁸⁶ Si une telle politique de guerre favoriserait l'impérialisme américain, alors pourquoi les principaux partisans de l'impérialisme américain ne la recherchent-ils pas avec ferveur ?

Le contrôle colonial direct des affaires intérieures d'un pays serait une entorse importante à la politique américaine des cinquante dernières années. Il se peut que l'Amérique ait des pays satellites et un empire officieux, mais l'impérialisme direct qu'implique l'occupation du Moyen-Orient serait, ainsi que Mark Danner l'exprime dans le *New York Times*, "complètement étranger à la politique mesurée du "containment" [n.d.t. : initiée par la limitation de l'expansion du communisme], idéologie de la puissance du statu quo qui est au cœur de la stratégie américaine depuis un demi-siècle."⁸⁷

De plus, une des préoccupations essentielles de la politique globale américaine a été de maintenir la paix et la stabilité dans le monde. Washington prêche aux autres la probité ainsi que la modération de l'usage de la force. Donc, en lançant une attaque préventive sur un autre pays, les Etats-Unis affaibliront sans aucun doute leur propre possibilité de contenir les pays qui ressentiraient, eux aussi, le besoin d'attaquer préventivement leurs ennemis. En bref, la guerre préventive américaine va déstabiliser l'ordre même du monde que les Etats-Unis cherchent prétendument à préserver avec leur "guerre contre le terrorisme". En fait, la stabilité du monde est souvent considérée comme fondamentale à l'interdépendance économique globale et c'est la clé de la prospérité américaine.⁸⁸

Alors que l'Amérique exerce déjà une puissance considérable dans la région du Golfe persique, productrice de pétrole, à travers ses états satellites — l'Arabie Saoudite et les Emirats du Golfe — il est difficile de comprendre pourquoi les impérialistes américains veulent effectuer un retournement à 180 degrés de leur politique de statu quo. Est-ce que les bénéfices à tirer d'un contrôle direct de la région l'emporteraient sur les risques encourus ? La guerre pourrait libérer des forces anti-américaines virulentes qui déstabiliseront les pays satellites américains du Moyen-Orient et inciteront à des attaques terroristes à l'intérieur même du territoire américain. En outre, une occupation militaire de l'Irak, sans parler d'autres pays du Moyen-Orient, placerait un lourd fardeau sur les épaules du gouvernement américain et de son peuple.⁸⁹

⁸⁶ "Des leaders républicains rompent avec la stratégie de Bush sur l'Irak," Todd S. Purdum et Patrick E. Tyler, *New York Times*, 16 août 2002, <http://www.rider.edu/users/phanc/courses/350-web/mideast/iraq/topGOPbreakwGWBreirag.htm> et Zbigniew Brzezinski, "Si nous devons combattre ...," *Washington Post*, 18 août 2002, p. B07, <http://www.rider.edu/users/phanc/courses/350-web/mideast/iraq/brzezinski.htm>.

⁸⁷ Mark Danner, "Les batailles entre la démocratie et l'empire," *New York Times*, 10 octobre 2002, <http://www.globalpolicy.org/globaliz/politics/1010empire.htm>

⁸⁸ Christopher Layne et Benjamin Schwarz, "Rendre le monde plus sûr pour les affaires: l'instabilité et les agressions sont vus comme une menace à la stabilité planétaire dont dépendent les marchés américains," *Los Angeles Times*, 2 avril 1999, <http://www.diaspora-net.org/food4thought/layneschwarz.htm>

⁸⁹ Stratfor, "Les U.S.A pourraient s'enliser dans l'occupation irakienne," 30 décembre 2002, <http://world-analysis.1accesshost.com/stratfor2.html>.

Un tel fardeau sera-t-il accepté par le peuple américain ? Est-ce qu'ils soutiendront les politiques violentes nécessaires à la répression de toute opposition ? Dans les années 50, le peuple français n'a pas soutenu la brutalité nécessaire à la conservation l'empire colonial en Algérie. Même dans l'Union Soviétique totalitaire, l'opinion publique poussa à l'abandon de l'aventure impérialiste d'Afghanistan, ce qui contribua à l'éclatement de tout l'empire soviétique. Bref, l'humanité, qui s'inquiétait seulement de la puissance impérialiste américaine grandissante, comprendra que le passage du contrôle indirect au contrôle direct du Moyen-Orient par les Etats-Unis représente le pire des dangers, en sapant l'ensemble du projet impérial américain.

Le contrôle direct américain du Moyen-Orient ne s'avèrera pas seulement pesant pour le peuple américain mais provoquera indubitablement une réaction violente de la part d'autres pays. Cela ressemble fortement à une loi des relations internationales — fonctionnant depuis l'époque de la politique d'équilibre des forces pendant la guerre du Péloponnèse. Ainsi que Christopher Layne l'exprime :

L'histoire montre qu'en réalité, l'hégémonie n'a jamais été une stratégie gagnante. La raison en est simple : en politique internationale le premier objectif pour les états est de survivre et de maintenir leur souveraineté. Et lorsqu'un état devient trop puissant — qu'il devient un hégémon — le déséquilibre en sa faveur devient une menace pour la sécurité de tous les autres états. Ainsi, à travers l'histoire contemporaine de la politique internationale, l'essor d'un prétendu hégémon a toujours déclenché la formation d'alliances contre-hégémoniques d'autres états.⁹⁰

L'empire britannique, qui constituerait une exception à la règle de l'échec inévitable des hégémons, a réussi à se former grâce à sa prudence. Owen Harries, rédacteur en chef du *National Interest*, a fait remarqué que les succès impériaux de l'Angleterre ont été la conséquence de son approche plutôt prudente. "L'Angleterre," observa Harries, "était le seul hégémon à ne pas avoir attiré contre elle une coalition hostile. Elle évita cette issue en faisant preuve d'une grande retenue, de prudence et de discernement dans l'utilisation de sa puissance dans l'ensemble de l'arène politique, en restant généralement distante et en se limitant au rôle de balancier en dernier recours. En agissant ainsi, elle tint compte de la mise en garde que lui fit Edmund Burke, juste au début de l'ère de sa suprématie : 'Je redoute notre propre puissance et notre propre ambition. Je redoute d'être trop redouté.'" Harries ajouta, "Je crois que les Etats-Unis ont aujourd'hui un besoin urgent de recevoir une telle mise en garde."⁹¹

Evidemment, la prise de contrôle américaine de la principale région productrice de pétrole du monde serait tout sauf une action prudente. Ce serait une illustration de l'exemple classique que l'historien Paul Kennedy appelle "un impérialisme surdimensionné". Cloués au Moyen-Orient, les Etats-Unis trouveraient plus difficile de riposter aux menaces à sa puissance dans le reste du monde. Même maintenant, on peut douter que l'armée américaine ait la capacité de

⁹⁰ Christopher Layne, "Le paradoxe du pouvoir: l'histoire enseigne que détenir le monopole de la puissance, comme c'est le cas aujourd'hui pour les Etats-Unis, a toutes les chances de provoquer une réaction," *Los Angeles Times*, 6 octobre 2002, http://students.uwsp.edu/jwhit216/News%20Articles/LA%20Times%20Op-Ed_10-06-02_PowerParadox.htm

⁹¹ Owen Harries, "L'illusion de l'anglosphère," *National Interest*, 63 (Printemps 2001).

mener deux guerres à la fois, une question (du point de vue du régime américain) qui s'est faite jour avec l'agressivité de la Corée du Nord.⁹² Pour l'essentiel, il n'est pas bien clair pourquoi des impérialistes intelligents, intéressés uniquement par le statut de puissance des Etats-Unis, qui détiennent déjà la suprématie mondiale, veulent prendre le risque d'une guerre et d'une occupation au Moyen-Orient.

Pas de motivation Américaine

Cette analyse amène à la conclusion, non seulement, que les néo-conservateurs sont évidemment dans la voiture de tête du train des va-t-en-guerre mais aussi que les motivations des likoudniks pro-israéliens sont les raisons les plus logiques, probablement les seules logiques, de faire la guerre. Ainsi que je l'ai noté, les likoudniks ont toujours cherché à traiter la question palestinienne de façon radicale — le problème dans les territoires occupés s'est aggravé, selon eux, à cause de l'évolution démographique. Une guerre américaine au Moyen-Orient, à l'heure actuelle, offre l'occasion de régler ce problème définitivement et accroîtra la domination d'Israël dans la région. Cette situation périlleuse, vue par les penseurs du Likoud, justifierait de prendre de grands risques. Et un coup d'œil sur l'histoire montre que les pays, dont les dirigeants croyaient qu'ils été confrontés à de graves problèmes, poursuivirent des politiques risquées. Comme le fit le Japon en 1941.⁹³

Par contraste, Les Etats-Unis ne sont confrontés à aucune de ces situations désespérées. Les impérialistes américains devraient être relativement satisfaits du statu quo et répugner à prendre tout risque qui pourrait les mettre en danger.

Les déductions ébauchées dans cet essai semblent évidentes. Pourtant elles sont rarement abordées en public parce que le pouvoir juif est un sujet tabou. Ainsi que l'intrépide Joseph Sobran l'exprime : "Il est acceptable de discuter du pouvoir de tous les autres groupes, des musulmans noirs aux chrétiens de droite, mais discuter du pouvoir bien plus considérable de l'establishment juif est interdit."⁹⁴

⁹² Rowan Scarborough, "La capacité des U.S.A à mener deux guerres à la fois mise en doute," *Washington Times*, 25 décembre 2002, A-1, A-9, <http://www.washtimes.com/national/20021225-16818336.htm>.

⁹³ Robert Smith Thompson, *A Time for War: Franklin D. Roosevelt and the Path to Pearl Harbor* (New York: Prentice Hall Press, 1991), p. 379; et Bruce M. Russett, *No Clear and Present Danger: A Skeptical View of the United States Entry into World War II* (New York: Harper Torchbooks, 1972), pp. 53-54.

⁹⁴ Joseph Sobran, "The Jewish Establishment," *Sobran's*, septembre, 1995, p. 4. Aussi, Philip Weiss, écrivant dans le *New York Observer*, fait remarquer :

Le *Times* ne tergiverse pas avec le lobby anti-castriste ou la *National Rifle Association*, deux autres groupes d'intérêts particuliers puissants. Lorsqu'ils contournent le système, on ne peut lire que des compte-rendus à peine chargés sur le siège du lobby des armes à Arlington, Virginie, et l'insipide, extra-terrestre Wayne LaPierre, ou les interviews hystériques de dingues qui haïssent Castro dans la huitième rue à Miami.... [Cependant,] une des difficultés pour discuter de cette question [l'influence juive] c'est que les médias du courant dominant refusent de l'aborder directement; c'est considéré comme trop sensible. ("Holy or Unholy, Jews and Right in an Alliance," *New York Observer*, 19 septembre 2002, <http://www.observer.com/pages/story.asp?ID=6336>.) Au sujet du pouvoir des groupes juifs américains faisant taire les critiques sur Israël, voir Alexander Cochburn, "Israël et l'anti-sémitisme," *Counterpunch*, 16 mai 2002, www.counterpunch.org/cockburn0516.html.

[...] Dans son discours d'adieu, George Washington rappela que le plus grand danger dans les relations étrangères américaines résidait dans "l'attachement passionné" d'américains influents à une puissance étrangère qui orienteraient la politique étrangère américaine au bénéfice de cette puissance et au détriment des Etats-Unis. C'est l'exacte situation qui existe présentement.

On ne peut envisager l'avenir qu'avec appréhension, car dans les paroles inquiétantes de Robert Fisk, "Il y a un déluge de feu qui se prépare".⁹⁵

10 février, 2003

© 2003 by WTM Enterprises. All rights reserved.

⁹⁵ Robert Fisk, "Le déluge de feu à venir," 27 mai 2002, <http://www.counterpunch.org/fisk0527.html>.